

**ROYAUME DU MAROC**  
**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

**Wilaya de la Région de Rabat- Salé- Kénitra**  
**GESTION DÉLÉGUÉE DES SERVICES D'EAU POTABLE,**  
**D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT**  
**AUTORITÉ DÉLEGANTE**

**AUDIT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE DES SERVICES**  
**D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE ET DE DISTRIBUTION D'EAU**  
**POTABLE, ET D'ÉLECTRICITÉ**

**EXERCICES 2020 À 2022**

## SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DU MARCHÉ .....	3
DÉFINITIONS.....	4
CHAPITRE I - SPECIFICATIONS GENERALES.....	7
ARTICLE 1 - OBJET DU PRESENT MARCHÉ.....	7
ARTICLE 2 - REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX .....	7
ARTICLE 3 - CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	9
ARTICLE 4 - DOMICILES DES CONTRACTANTS .....	9
ARTICLE 5 - LANGUE .....	9
ARTICLE 6 - COMPOSITION DU MONTANT DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 7 - MONNAIE DU MARCHÉ ET DE RÈGLEMENT .....	9
ARTICLE 8 - NOTIFICATION .....	9
CHAPITRE II - SPÉCIFICATIONS JURIDIQUES .....	10
ARTICLE 9 - PENALITES DE RETARD.....	10
ARTICLE 10 - CAS DE FORCE MAJEURE.....	10
ARTICLE 11 - DÉFAILLANCE DE L'AUDITEUR.....	10
ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHÉ .....	10
ARTICLE 13 - REGLEMENT DES CONTESTATIONS .....	11
ARTICLE 14 - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 15 - RESPECT DES LOIS EN VIGUEUR.....	11
ARTICLE 16 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	12
CHAPITRE III - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 17 - DELAI D'EXECUTION.....	13
ARTICLE 18 - ENTRÉE EN VIGUEUR DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 19 - ACHÈVEMENT DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 20 - CONDUITE DES TRAVAUX D'AUDIT .....	13
ARTICLE 21 - PORTEE DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 22- AMENDEMENT .....	13
ARTICLE 23 - SUSPENSION DE PAIEMENTS.....	14
ARTICLE 24 - RECEPTION DEFINITIVE.....	14
ARTICLE 25 - INDÉPENDANCE DE L'AUDITEUR.....	14
ARTICLE 26 - DROIT DE REPRODUCTION DES RÉSULTATS DE L'AUDIT.....	14
ARTICLE 27 - RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR APRÈS LA RÉCEPTION DÉFINITIVE .....	14
ARTICLE 28 - SECRET PROFESSIONNEL .....	15
ARTICLE 29 - OBLIGATIONS DE L'AUDITEUR.....	15
ARTICLE 30 - PERSONNEL DE L'AUDITEUR .....	16
ARTICLE 31 - OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DELEGANTE.....	17
CHAPITRE IV -TERMES DE RÉFÉRENCE.....	18
ARTICLE 32 : PRÉSENTATION ET ACTIVITÉ DE L'AUTORITE DELEGANTE.....	18
ARTICLE 33 : ÉTENDUE ET COMPOSITION DES MISSIONS.....	18
ARTICLE 34 - PRÉSENTATION ET VALIDATION DES RAPPORTS.....	53
ARTICLE 35- RÉUNIONS AVEC L'AUTORITE DELEGANTE.....	54
ARTICLE 36 - TRAVAUX PRÉALABLES DE L'AUDITEUR.....	54
ARTICLE 37 - MÉTHODOLOGIE DE L'AUDITEUR.....	55
CHAPITRE V - SPÉCIFICATIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES.....	56
ARTICLE 38 - MODE DE RÉMUNÉRATION .....	56
ARTICLE 39- CARACTERES GENERAUX ET FORFAITAIRES DES PRIX.....	56
ARTICLE 40 - MODALITÉS DE PAIEMENT .....	56
ARTICLE 41- RETENUE DE GARANTIE.....	56
ARTICLE 42 - DOMICILIATION DES PAIEMENTS .....	57
ARTICLE 43 - NANTISSEMENT .....	57
ARTICLE 44 - BORDEREAU DES PRIX PAR MISSION ET PAR SOUS-MISSION.....	58

**AUDIT DE LA GESTION DELEGUEE  
D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE ET DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, ET  
D'ELECTRICITE**

**EXERCICES 2020 à 2022**

\*\*\*\*\*  
**AO N° 01/SPCR/2023**

## **CONTEXTE GENERAL DU MARCHE**

En mai 1998, l'Autorité Délégante a signé un contrat avec un Consortium composé des sociétés : URBASER (Espagne), EDP ELCTRICIDADE DE PORTUGAL et PLEIADE (Portugal) et ALBORADA (Maroc), portant sur la gestion déléguée des services publics de distribution d'eau potable et d'électricité, et d'assainissement liquide du périmètre incluant les Communautés urbaines de Rabat, Salé , Témara et les communes rurales de Skhirat, Aïn Attiq, Aïn Aouda, Sidi Bouknadel, Shoul, Bouznika, Sidi Yahya Zaïr, Sebbah, Mers El Kheir et Cherrat.

Ce Contrat de Gestion Déléguée (CGD) a été conclu pour une période de trente (30) ans. Ce consortium a créé la société REDAL SA qui constitue le Délégataire.

Depuis le 22 Octobre 2002, l'ensemble des actionnaires ont cédé leurs parts dans la société REDAL, au groupe VEOLIA Environnement, à travers ses filiales CGE (France) et VEOLIA Services à l'Environnement Maroc à hauteur respectivement de 1% et 99%. Un 1<sup>er</sup> avenant a été conclu à ce propos moyennant la conclusion d'un protocole d'accord, objet de l'annexe 19 et le maintien de la majorité des termes du Contrat de Gestion Déléguée initial.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, l'avenant n°2 est entré en vigueur pour concrétiser la 1<sup>ère</sup> révision contractuelle, entérinant une version révisée de la Convention de Gestion Déléguée, des Cahiers de charges et des différentes annexes. En amont de cette révision, les passifs respectifs entre l'Autorité Délégante et le Délégataire ont été arrêtés définitivement pour les exercices 2002 à 2013, et provisoirement pour l'exercice 2014.

La révision contractuelle précitée a concerné la période antérieure à 2015, mais elle n'a été actée par l'Avenant n° 2 que le 1<sup>er</sup> juillet 2017. De ce fait, les années 2015 et 2016 ont été considérées comme une période transitoire.

La deuxième révision contractuelle a été réalisée à partir de l'année 2020 tel que acté par l'Avenant N° 4, entré en vigueur en décembre 2021. Elle vient en réponse aux contraintes d'exploitation observées durant la période 2015-2019 et aux nouveaux besoins d'investissement issus de l'actualisation des schémas directeurs ainsi qu'aux exigences d'harmonisation des nouveaux cahiers de charge formant le Règlement commun relatif à la gestion des services publics locaux de distribution d'Eau Potable et d'Electricité et du service d'assainissement liquide.

Le présent marché est passé en application des dispositions de l'annexe 13 de l'Avenant 4 du Contrat de Gestion Délégué faisant règlement des marchés de la Gestion Déléguée des services de distribution de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement liquide relevant de la Wilaya de la Région de Rabat-Salé-Kénitra ;

## DÉFINITIONS

Dans le Marché (tel qu'il est défini ci-après), et sous réserve des exigences du contexte, les termes et expressions suivants doivent être entendus comme suit, à moins qu'il en soit autrement requis par le contexte :

- 1- L'Autorité Délégente ou Maître d'ouvrage** : c'est l'Autorité Délégente des services de distribution de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement liquide relevant de la Wilaya de la Région de Rabat-Salé-Kénitra, représentée par son Président.

L'Autorité Délégente peut désigner éventuellement un représentant dûment accrédité et qui sera chargé :

- du contrôle permanent de l'exécution des prestations proprement dites ;
- de la rédaction et de la notification des ordres de service et de toutes décisions écrites au Cabinet, nécessaires à la bonne exécution des prestations et à leur contrôle ;
- des réceptions provisoires et définitives des prestations.

- 2- Le Service Permanent de Contrôle (SPC)** : c'est le Service chargé du suivi et du contrôle de la Gestion Déléguée et qui relève de l'Autorité Délégente.

- 3- La société REDAL ou le Délégataire** : société chargée de la Gestion Déléguée des services de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement liquide de la Wilaya de la région de Rabat-Salé-Kénitra.

- 4- La RED** : c'est l'ex-Régie Autonome intercommunale de distribution de l'eau et de l'électricité de la Wilaya de Rabat-Salé à laquelle REDAL a succédé.

- 5- Le CGD**: Contrat de Gestion Déléguée.

- 6- Le CDC**: Cahier Des Charges d'exploitation des services de distribution.

- 7- "Auditeur"** ou également "Cabinet d'Audit" est la société à laquelle le présent Appel d'Offre sera attribué.

- 8- "Sous-traitant"** signifie toute personne désignée dans le Marché en qualité de sous-traitant pour une partie des prestations ou toute personne à qui une partie des prestations a été confiée en sous-traitance avec l'accord de l'Autorité Délégente et ses ayant droits, exception faite de tout cessionnaire de ladite personne.

\*\*\*\*\*

- 9- "Marché" signifie les présentes clauses, les Spécifications, le Devis Estimatif, la Soumission, la Lettre d'Acceptation, et tous les autres documents qui sont expressément inclus ou joints à la Lettre d'Acceptation.
- 10- "Avenant" signifie le contrat additif au présent marché constatant un accord de volonté des parties et ayant pour objet de modifier ou de compléter une ou plusieurs dispositions de l'accord antérieur.
- 11- "Spécifications" signifie les spécifications des prestations comprises dans le Marché et toutes modifications ou additions qui y seront apportées ou qui seront soumises par le Cabinet d'Audit et approuvées par l'Autorité Délégente.
- 12- "Détail Estimatif" signifie le document qui contient la décomposition par poste, des prestations à exécuter et indique, pour chaque poste, la quantité présumée et le prix unitaire correspondant du bordereau des prix ; le détail estimatif et le bordereau des prix constituent un document unique.
- 13- "Soumission" signifie l'offre chiffrée soumise par le Cabinet d'Audit au Maître d'Ouvrage en vue de l'exécution complète des prestations et de la réparation de tous vices y afférents, conformément aux dispositions du Marché, telles qu'acceptées par la Lettre d'Acceptation. Le terme "soumission" est synonyme de "offre".
- 14- "Date de d'entrée en vigueur » signifie la date à laquelle le Cabinet d'Audit reçoit notification de l'Autorité Délégente pour commencer les prestations conformément à l'Article 18.
- 15- "Délai d'exécution" signifie la période d'exécution complète des prestations préalables à la réception provisoire ou de toute section ou partie de celles-ci tel que fixé par le Marché (ou tel que prolongé au titre de l'Article 17) calculé à partir de la date d'entrée en vigueur.
- 16- "Vérifications Préalables à la Réception" signifie les vérifications spécifiées dans le Marché ou agréées par l'Autorité Délégente et le Cabinet d'Audit, devant être réalisées par ce dernier, avant la réception par le Maître d'Ouvrage des prestations ou de toute section ou partie de celles-ci.
- 17- "Montant du Marché" signifie la somme indiquée dans le Marché comme devant être payée au Cabinet d'Audit pour l'exécution complète des prestations et la réparation de tous les vices y afférents, conformément aux dispositions du Marché.
- 18- "**Audit**", "**prestations**" ou "**missions**" signifie l'ensemble des missions que le Cabinet d'Audit est tenu de réaliser au titre du marché.
- 19- "Jour" signifie jour du calendrier.

\*\*\*\*\*

20- "Par écrit" signifie toute communication manuscrite, dactylographiée ou imprimée, y compris les fax, télex, télégrammes, télécopies et courriels.

## CHAPITRE I – SPECIFICATIONS GENERALES

### ARTICLE 1 - OBJET DU PRESENT MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de fixer, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur au Maroc, les conditions et les modalités de réalisation, pour le compte de l'Autorité Délégante, des travaux d'audit notamment financier de la gestion déléguée, confiée à la société REDAL en tant que société Délégataire.

Ces travaux d'audit concernent les exercices 2020 à 2022 dans un but d'arrêter les passifs de la Gestion Déléguée et certifier les comptes de l'Autorité Délégante.

Les travaux d'audit ont pour objectif de mettre à la disposition de l'Autorité Délégante des éléments, des données et des avis pertinents afin qu'elle puisse effectuer dans de meilleures conditions, les travaux de la revue triennale du Contrat de gestion déléguée, notamment en :

- identifiant les points forts et les insuffisances du Contrat en ce qui concerne notamment les aspects économique et financier ainsi que les obligations contractuelles du Délégataire,
- étudiant l'évolution des agrégats d'activité et d'économie générale du Contrat par rapport aux prévisions,
- identifiant les écarts et/ou manquements d'application du Contrat devant être pris en compte pour sa révision,
- appréciant l'équilibre général du Contrat pour la période , et en donnant une opinion aussi fidèle que possible sur la manière et sur le déroulement de l'exécution du Contrat par le Délégataire, proposant à l'Autorité Délégante pour chaque mission ou sous mission, les améliorations à apporter au niveau du Contrat et de ses annexes, lors de sa révision périodique.

### ARTICLE 2 - REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

L'Auditeur est soumis aux lois et règlements en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc.

Toutes les contradictions constatées entre le présent Marché et le CCAG-EMO, sont réputées être des dérogations.

2.1. L'Auditeur est soumis en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

- Du dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Dahir n°1-56-211 du 8 jourmada 1376 (11 décembre 1956) relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;

\*\*\*\*\*

- De la circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Dahir n° 1-07-129 du 19 kaada 1428 portant promulgation de la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel ;
- Code du travail institué par la Loi n°65-99 ;
- Décret n° 2-01-2332 du 4 juin 2002 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'État CCAG-EMO ;
- L'arrêté du Chef du gouvernement n°3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics;
- Le Code général des impôts, Institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 Hija 1427 (31 Décembre 2006), tel que modifié et complété ;
- Circulaire n° 6007, du 23 janvier 1961, sur la participation des Cabinets étrangers aux Appels d'Offres de l'Etat et des services publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n° 367 CAB du 17 moharrem 1401(5 décembre 1980) relative aux assurances des risques situés au Maroc ;

2.2. Dans la mesure où les pièces du marché n'y dérogent pas, l'Auditeur est également soumis au Dahir portant loi n°15-89 réglementant la profession d'expert-comptable et instituant un ordre des experts comptables.

2.3 L'Auditeur doit, y compris en donnant toutes les notifications et en payant tous les droits, respecter en tous points les dispositions suivantes :

- a) Toutes les Lois et Règlements, et toutes autres dispositions légales, réglementations ou arrêtés émanant d'une autorité locale ou de toute autre autorité dûment constituée, ayant trait à l'exécution des prestations et à la réparation des vices y afférents ;
- b) Les règlements de tous organismes publics et toutes sociétés dont les biens ou les droits sont ou peuvent être affectés d'une manière quelconque par les prestations et le Cabinet doit indemniser le Maître d'ouvrage de toutes pénalités et responsabilités de nature quelconque découlant de la violation de ces dispositions ;

2.4 Les pièces sur lesquelles s'établiront les rapports avec le Cabinet d'Audit et qui feront foi, en cas de contestation sont les suivantes :

- Le présent marché,
- les ordres écrits pour l'exécution des prestations,
- L'acte d'engagement,



- le bordereau de prix global, la décomposition du montant global et le sous- détail des prix,
- Les normes spécifiques et récentes en vigueur.

### **ARTICLE 3 - CAUTIONNEMENT DEFINITIF**

Un cautionnement définitif de 3% du montant total du marché devra être constitué dans un délai de trente (30) jours suivant la notification de l'approbation du Marché. Ce cautionnement sera libellé au nom de l'Autorité Délégante dans les types et la monnaie dans lesquelles le Marché est payable.

### **ARTICLE 4 - DOMICILES DES CONTRACTANTS**

Le Cabinet d'Audit fait élection de domicile à son siège social précisé dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, le Cabinet d'Audit doit en aviser immédiatement l'Autorité Délégante par fax et en faire confirmation par lettre recommandée.

L'Autorité Délégante fait élection de domicile au : **3 Rue Ouarfel-Hay Nahda - Rabat-Maroc.**

### **ARTICLE 5 - LANGUE**

Le marché, ainsi que toute correspondance et tous documents échangés entre le Cabinet d'Audit et l'Autorité Délégante, sont rédigés en Français qui sera la langue faisant foi pour toutes questions relatives à sa signification et à son interprétation.

### **ARTICLE 6 - COMPOSITION DU MONTANT DU MARCHÉ**

Le montant du marché couvre l'ensemble des prestations décrites au présent marché, sur la base du bordereau des prix unitaires et totaux qui y figurent.

Tous les droits, taxes et autres prélèvements payables par le Cabinet d'audit au titre du marché ou à tout autre titre, sont inclus dans les prix unitaires et totaux constituant le montant total du Marché.

### **ARTICLE 7 - MONNAIE DU MARCHÉ ET DE RÈGLEMENT**

Tous les actes de paiement à effectuer dans le cadre du présent marché, se feront en Dirham marocain.

### **ARTICLE 8 - NOTIFICATION**

Toute notification relative au marché sera faite dans les normes prévues par l'article 9 du CCAG-EMO.

## CHAPITRE II – SPÉCIFICATIONS JURIDIQUES

### ARTICLE 9 - PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué, une pénalité journalière à l'encontre du titulaire. Cette pénalité est égale à un millième (1/1000) du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'Auditeur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant initial du Marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'Autorité Délégante est en droit de résilier le Marché.

### ARTICLE 10 - CAS DE FORCE MAJEURE

Les dispositions de l'Article 32 du CCAG-EMO, sont strictement applicables, dans la limite des délais contractuels. Au-delà de cette limite, le Cabinet d'audit demeure entièrement responsable.

Les cas de force majeure sont définis dans les Articles 268 et 269 du Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant Code des obligations et contrats.

### ARTICLE 11 - DÉFAILLANCE DE L'AUDITEUR

Le niveau de qualité des prestations en cours de réalisation, le respect des délais prévus, constituent les conditions essentielles pour la poursuite du marché. Si au cours des travaux, l'Autorité Délégante est amenée à constater, des problèmes de qualité, sécurité, ou incapacité à maintenir un rythme adéquat dans la réalisation des études ordonnées à l'Auditeur, l'Autorité Délégante se réserve le droit de résilier le marché. Des mesures coercitives seront appliquées à l'encontre de l'Auditeur défaillant conformément aux articles 42 et 52 du CCAG-EMO.

### ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions et les modalités de résiliation tant par l'Autorité Délégante que par l'Auditeur, sont celles définies par le CCAG-EMO, article 33.

Elle peut intervenir à l'issue de l'une quelconque des missions ou sous-missions composant le présent marché.

## ARTICLE 13 - REGLEMENT DES CONTESTATIONS

De convention formelle, acceptée sans réserve par les deux parties, les contestations s'élevant à quelque titre que ce soit pour ou à l'occasion du marché seront réglées soit à l'amiable soit par l'intermédiaire d'un arbitre désigné d'un commun accord.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction compétente de Rabat. L'Auditeur et l'Autorité Délégante déclarent expressément leur attribuer compétence exclusive pour toutes difficultés pouvant survenir entre eux.

## ARTICLE 14 - ASSURANCES

En application de la législation en vigueur, l'Auditeur devra être assuré contre tout risque découlant de l'exercice de sa fonction.

Dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du marché, l'Auditeur est tenu de contracter une assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le Ministre chargé des finances couvrant dès le début de l'exécution du marché et pendant toute la durée de celui-ci :

- la responsabilité découlant de l'utilisation des véhicules automobiles pour les besoins de l'exécution du marché conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- la responsabilité d'accident du travail survenant à ses agents conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.
- la responsabilité civile en cas d'accident survenant à des tiers ou au Maître d'ouvrage ou aux agents de ce dernier par le fait de l'exécution du marché ;
- la perte ou la détérioration du matériel utilisé pour l'exécution du marché.

L'Auditeur doit justifier avant de commencer lesdits travaux, de la souscription d'une assurance garantissant les risques par la production d'une police d'assurance ou d'une note de couverture contractée auprès d'une ou plusieurs entreprises d'assurances.

Le Maître d'ouvrage ne peut être tenu pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux agents ou employés de l'Auditeur ou de ses sous-traitants.

A ce titre, l'Auditeur garantira le Maître d'ouvrage contre toute demande de dommages intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toute nature relative à ces accidents.

L'Auditeur est tenu d'informer par écrit le Maître d'ouvrage de tout accident survenu pendant l'exécution du marché et de le consigner sur le document de suivi.

## ARTICLE 15 - RESPECT DES LOIS EN VIGUEUR

L'Auditeur doit se conformer aux lois en vigueur au Maroc et notamment la législation du travail.

\*\*\*\*\*

## **ARTICLE 16 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

L'Auditeur supportera les frais de timbre de deux (2) copies originales du marché et, s'il y a lieu, les frais d'enregistrement correspondants.

## **CHAPITRE III - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **ARTICLE 17 - DELAI D'EXECUTION**

Le délai global d'exécution du marché est de six mois (**6 mois**), il commencera à courir à compter de la date figurant sur l'ordre de service de commencement des prestations d'audit. Ce délai ne comprend pas les délais alloués à l'examen des dossiers par l'Autorité Délégante (cf. Art 34 du Chapitre III) et le délai qui sera alloué, le cas échéant, à toute mission complémentaire optionnelle.

L'Auditeur prendra toutes les dispositions nécessaires pour se conformer au délai précité sur la base du planning détaillé des travaux annexé au présent marché.

### **ARTICLE 18 - ENTRÉE EN VIGUEUR DU MARCHÉ**

Le marché entrera en vigueur sur notification faite par l'Autorité Délégante à l'Auditeur et après sa signature par le Président de l'Autorité Délégante.

L'Auditeur prendra toutes les dispositions nécessaires pour s'y conformer.

### **ARTICLE 19 - ACHÈVEMENT DU MARCHÉ**

A moins qu'il n'ait été résilié auparavant conformément aux dispositions de l'article 12 ci-dessus, le marché prendra fin lorsque, conformément à ses dispositions, toutes les prestations auront été exécutées et réceptionnées définitivement.

### **ARTICLE 20 - CONDUITE DES TRAVAUX D'AUDIT**

Compte tenu de la situation de la gestion déléguée et du délai des prestations d'audit, l'Auditeur sera amené à conduire les travaux d'audit simultanément pour l'ensemble des volets et missions détaillés du présent marché.

### **ARTICLE 21 - PORTEE DU MARCHÉ**

Le marché renferme toutes les dispositions et stipulations qui ont fait l'objet d'un accord entre les parties. Aucun agent ou représentant des parties ne détient d'autorité pour faire de déclaration, remplir de mandat, donner d'engagement ou d'accord qui ne soit défini dans le marché, et les parties ne seront pas liées par de tels déclarations, mandats, engagements ou accords et ne sauraient en être tenues pour responsables.

### **ARTICLE 22- AMENDEMENT**

Aucun amendement aux termes et aux conditions du marché, y compris les modifications portées à l'étendue des prestations, ne pourra être effectué sans accord écrit entre les parties.

## **ARTICLE 23 - SUSPENSION DE PAIEMENTS**

Sans préjudice aux dispositions des articles 11 et 12 ci-dessus, l'Autorité Délégante peut, après notification écrite, suspendre le paiement d'une ou plusieurs missions ou sous-missions à l'Auditeur, si ce dernier a failli à l'exécution de ses obligations contractuelles, y compris l'exécution des prestations correspondantes; à condition que la notification de suspension indique la nature de ce manquement et requiert de l'Auditeur qu'il remédie à ce manquement dans un délai qui ne saurait dépasser trente (30) jours après la date de réception de la notification de suspension.

## **ARTICLE 24 - RECEPTION DEFINITIVE**

La réception définitive du (ou des) dossier(s) de l'Audit sera prononcée à la date de réception de tous les exemplaires des livrables prévus en édition définitive, tenant compte des observations, retouches, et compléments formulés par l'Autorité Délégante.

## **ARTICLE 25 - INDÉPENDANCE DE L'AUDITEUR**

1. L'Auditeur est tenu de garder une indépendance d'action absolue vis-à-vis du Délégataire et des sociétés apparentées du Délégataire et des entreprises attributaires des marchés de travaux, de fournitures ou de services qui interviennent pour le compte du Délégataire.
2. A cet effet, il ne doit accepter de ces entités aucun avantage et s'abstenir d'entretenir avec eux toute relation qui serait de nature à compromettre son objectivité ou celle de ses agents.
3. Sauf autorisation expresse de l'Autorité Délégante, l'Auditeur ne peut recevoir, ni directement ni indirectement, aucune redevance, gratification ou commission sur un article ou un procédé utilisé pour l'exécution du marché.
4. En cas d'inobservation par l'Auditeur des obligations prévues par le paragraphe 1 du présent article, il est fait application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 26 - DROIT DE REPRODUCTION DES RÉSULTATS DE L'AUDIT**

L'Autorité Délégante se réserve le droit exclusif de disposer des résultats de l'Audit pour ses besoins propres ainsi que pour ceux des organismes qu'elle jugera bon de désigner.

En aucun cas, l'Auditeur ne pourra faire état des résultats de l'Audit lors d'une communication orale ou écrite, sans avoir au préalable, obtenu l'accord de l'Autorité Délégante.

## **ARTICLE 27 - RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR APRÈS LA RÉCEPTION DÉFINITIVE**

L'Auditeur demeure responsable des études qu'il a élaborées, dans le cadre du présent marché, et ce, conformément aux dispositions législatives en vigueur et notamment celles

prévues par le Dahir du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) formant Code des obligations et contrats.

## **ARTICLE 28 - SECRET PROFESSIONNEL**

L'Auditeur et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement, sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable, à l'Autorité Délégante ou à l'organisme ayant fait l'objet de l'Audit, des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examens, enquêtes et recherches effectuées pour accomplir leur mission.

## **ARTICLE 29 - OBLIGATIONS DE L'AUDITEUR**

### **Normes d'exécution :**

L'Auditeur exécutera les prestations et remplira ses obligations avec la plus grande diligence, efficacité et économie, selon les techniques et pratiques généralement acceptées et utilisées dans les audits et selon les normes professionnelles reconnues par les organismes professionnels internationaux ; il suivra les règles de l'art en matière de l'audit et de certification, emploiera des techniques modernes adaptées à l'audit, et utilisera des méthodes sûres et efficaces.

### **Approbation préalable :**

L'Auditeur obtiendra l'approbation de l'Autorité Délégante par écrit avant de :

- changer l'un des experts chargés de l'exécution des audits tels qu'ils sont listés en annexe.
- sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, étant entendu que le choix du sous-traitant et les termes et conditions de la sous-traitance auront été approuvés par l'Autorité Délégante avant l'exécution du contrat de sous-traitance, et que l'Auditeur demeurera entièrement responsable de l'exécution des prestations par le sous-traitant et son personnel, conformément aux dispositions du présent marché.

### **Obligations en matière de rapports :**

L'Auditeur remettra à l'Autorité Délégante les rapports et documents indiqués au chapitre IV du présent marché intitulé " Termes de référence " dans la forme, le nombre et les délais indiqués dans ce chapitre.

### **Propriété des documents préparés par l'Auditeur :**

Tous les rapports et documents préparés par l'Auditeur au cours de l'exécution des prestations objet du présent marché, deviendront et demeureront propriété de l'Autorité Délégante. L'Auditeur les remettra à celle-ci avant la résiliation ou la fin du marché, avec l'inventaire détaillé correspondant.

L'Auditeur pourra conserver un exemplaire de ces documents mais ne pourra les utiliser à des fins indépendantes du marché sans autorisation écrite et préalable de l'Autorité Délégante.

Les fichiers et logiciels réalisés spécifiquement par l'Auditeur pour les besoins de l'audit, deviendront propriété de l'Autorité Délégante. Ils lui seront remis sous un format exploitable (sur CD ou autre) et seront accompagnés des notices nécessaires à leur utilisation.

## **ARTICLE 30 - PERSONNEL DE L'AUDITEUR**

### **a - Dispositions générales :**

L'Auditeur emploiera et fournira un personnel dont la qualification, l'expérience et la durée d'intervention sont celles que nécessite l'exécution des prestations définies au niveau du présent marché.

Si cela s'avère nécessaire et pour se conformer aux dispositions du marché, l'Auditeur pourra ajuster la durée estimée pour l'engagement du personnel, telle qu'indiquée dans le chronogramme d'affectation des experts joint en annexe, et ce par notification écrite à l'Autorité Délégante, à la condition que ces ajustements ne modifient la durée originale d'engagement d'aucun individu, de plus de 10% ou d'une semaine (la durée la plus longue constituant le maximum), et que la totalité de ces ajustements ne conduit pas à une augmentation des paiements au titre de ce contrat ni à une augmentation de son délai global.

Si des tâches en dehors de l'étendue des prestations, objet du présent marché, sont demandées par l'Autorité Délégante, l'estimation des hommes / mois (jours) pourra être réévaluée d'un commun accord entre les parties et la rémunération de l'Auditeur, sera modifiée en conséquence.

### **b - Agrément du personnel :**

Le personnel et les sous-traitants dont le nom et les titres figurent dans le présent marché reçoivent l'agrément de l'Autorité Délégante. L'Auditeur soumettra pour examen et approbation, pour le reste du personnel qu'il entend consacrer à l'exécution des prestations, un exemplaire de leur curriculum vitae. Si l'Autorité Délégante n'élève pas d'objection par écrit (en indiquant ses motifs dans les quinze jours (15) jours calendaires suivant la date où elle aura reçu le curriculum vitae), ce personnel sera considéré comme étant accepté par elle.

### **c - Retrait et/ou remplacement du personnel :**

- Sauf dans le cas où l'Autorité Délégante en aurait décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au personnel. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Auditeur, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, l'Auditeur fournira une personne d'une qualification égale ou supérieure.



- Si l'Autorité Délégante découvre qu'un des membres du personnel s'est rendu passible d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit, ou si elle a des raisons suffisantes pour être non satisfaite du comportement d'un des membres du personnel, l'Auditeur devra alors, sur demande motivée de l'Autorité Délégante, désigner immédiatement un remplaçant dont la qualification et l'expérience sont acceptables par celle-ci.
- Le personnel désigné par l'Auditeur, en remplacement conformément aux dispositions des clauses (a) et (b) ci-dessus, sera soumis à l'approbation écrite préalable de l'Autorité Délégante. L'Auditeur prendra à sa charge tous les frais de voyage et autres, résultant de ce retrait et/ou de ce remplacement.

## **ARTICLE 31 - OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DELEGANTE**

### **Prestations à la charge de l'Autorité Délégante**

Conformément aux dispositions du Contrat de gestion déléguée, la société REDAL en tant que Délégataire, dont la gestion fait l'objet du présent Audit, doit mettre à la disposition de l'Auditeur, toute documentation ou information ayant trait à l'Audit, objet du marché et disponible dans ses services.

Les frais de copie ou de reproduction des documents sont à la charge de l'Auditeur.

### **Délai d'examen des rapports**

L'Autorité Délégante fera connaître ses observations et directives à chaque rapport intérimaire dans les conditions indiquées dans le chapitre IV du présent marché intitulé "Termes de référence".

## CHAPITRE IV -TERMES DE RÉFÉRENCE

### ARTICLE 32 : PRÉSENTATION ET ACTIVITÉ DE L'AUTORITE DELEGANTE

En mai 1998, l'Autorité Délégante désignée ci-après par le maître d'ouvrage a signé un contrat de gestion déléguée des services publics de distribution d'eau potable, d'électricité et d'assainissement liquide du périmètre incluant les Communes de Rabat, Salé, Témara, Skhirat, AïnAttig, AïnAouda, Sidi Bouknadel, Shoul, Bouznika, Ameer, Sidi YahyaZair, Sebbah, Mers El Kheir et Cherrat.

L'Autorité Délégante signataire de ce contrat est constituée desdites communes regroupées au sein de l'Établissement de Coopération Intercommunal Al Assima.

En 2015, les communes des préfectures de Rabat et Salé membres de l'Autorité Délégante ont transféré leurs compétences à l'Établissement de Coopération Al Assima (arrêté du Ministre de l'Intérieur n° 7 du 15 juillet 2015).

En 2016, les communes de Cherrat et de Bouznika de la Province de Ben Slimane, membres de l'Autorité Délégante, ont adhéré à l'Établissement de Coopération Al Assima (arrêté du Ministre de l'Intérieur n° 13 du 7 octobre 2016).

Ce Contrat de gestion déléguée a été conclu pour une période de 30 ans du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2028.

La société Délégataire, créée par les actionnaires contractants de cette gestion déléguée, est REDAL S.A. représentant ainsi le Délégataire.

L'Autorité de la Tutelle est le Ministère de l'Intérieur à travers la Direction des Régies et des Services Concédés (DRSC).

Le Maître d'ouvrage est donc chargé d'assurer à l'intérieur du périmètre gestion déléguée, le contrôle du service public délégué de distribution d'eau et d'électricité et d'assainissement liquide dans le respect des dispositions contractuelles du Contrat de Gestion Déléguée et ses annexes.

### ARTICLE 33 : ÉTENDUE ET COMPOSITION DES MISSIONS

L'Audit portera sur les axes relatifs à l'exécution du Contrat de Gestion Déléguée par le Délégataire.

Il concerne les trois secteurs d'activité eau, assainissement liquide et électricité et devra être effectué au niveau de l'ensemble des services du Délégataire.

La période concernée par l'Audit est régie par deux avenants du CGD, l'avenant N° 2 couvrant la période 2020 à décembre 2021 et l'avenant N°4 de décembre 2021 à ce jour.

Il se rapporte notamment à l'audit de la Gestion Déléguée et certification des comptes de l'Autorité Délégante pour les exercices 2020, 2021 et 2022

Dans le cadre de cet audit, il y a lieu de préciser que les travaux de contrôle de la gestion déléguée couvrent à la fois les aspects administratifs, techniques, comptables, financiers, économiques et juridiques.

A cet effet, l'Auditeur doit effectuer les diligences nécessaires selon les normes professionnelles reconnues sur le plan international, notamment celles de la Fédération Européenne des Experts - Comptables Européens (FEE) et celles de l'International Federation of Accountants (IFAC), ainsi que les normes et réglementations en vigueur au Maroc.

Dans le cadre de cet audit, l'Autorité Délégante apportera son soutien à l'Auditeur pour rendre disponibles les informations et documents demandés, et pour assurer une bonne préparation des rencontres avec les représentants du Délégataire.

Il est à noter que :

- L'Autorité Délégante pourrait faire appel aux services de l'Auditeur pour réaliser des missions complémentaires en dehors des prestations décrites ci-dessus. Dans ce cas, les deux parties arrêteront d'un commun accord et dans le respect de la réglementation en vigueur, les bases et modalités d'exécution des prestations complémentaires.

Cet Audit est composé des missions et sous missions suivantes :

PARTIE	MISSION	SOUS-MISSION
<b>Partie I : Audit des passifs et certification des comptes de l'AD pour les exercices 2020- 2022</b>	Mission A : Audit des données financières inhérentes aux investissements	A1: Vérification des données financières inhérentes aux investissements
		A2: Ecart d'investissement Délégataire, redressement des réalisations fonds de travaux et renouvellement , intérêt sur écart d'investissement et pénalités de retard
	Mission B : Audit et certification des comptes de l'Autorité Délégante	B1: Audit et certification du compte fonds de travaux
		B2: Audit du compte retraite
		B3: Audit du compte frais d'études et de contrôle et redevance autorité délégante
		B4: Audit des autres rubrique du passif
<b>Partie II : Audit des autres aspects de la gestion Déléguée</b>	Mission A : Audit de certains aspects relevant du volet commercial	A1: Audit de la facturation des consommations et de la structure tarifaire
		A2: Audit des indicateurs de performance commerciale et des pénalités y afférentes
		A3: Audit des travaux remboursables
	Mission B : Audit des aspects comptables et financiers des comptes	B1: Analyse des procédures comptables et financières
		B2: Analyse et vérification des comptes sociaux
		B3: Analyse de l'équilibre économique et financier
	Mission C : Autres sous missions	C1: Passation des marchés et commandes
		C2: Audit de l'état de conservation du patrimoine de la gestion déléguée

## Partie I : Audit des passifs et certification des comptes de l'AD pour les exercices 2020- 2022

### Mission : A Audit des investissements à fin 2022

#### Objet et consistance de la présente mission :

Dans le cadre de sa mission d'audit, l'Auditeur procèdera à l'examen préliminaire de toute la chaîne Investissement- Immobilisation, afin de déterminer les passifs à fin 2022, en ce qui concerne les rubriques suivantes :

- Les rejets de valorisation des projets d'investissement
- Les pénalités pour retard physique des investissements
- Les écarts d'investissement
- Les intérêts sur écart d'investissement

Toutefois, l'analyse détaillée portera essentiellement sur l'exécution du budget/le contrat de gestion déléguée, en matière de l'enveloppe financière d'investissement.

La présente mission « A » concerne tous les projets d'investissement mis en service et n'ayant pas fait l'objet de valorisation à fin 2022. Elle est composée de 2 sous missions suivantes :

- **Sous mission A1 : Détermination des rejets d'investissements à fin 2022**
- **Sous mission A.2 :** Écart d'investissement Déléataire, redressements des réalisations fonds de travaux et renouvellement, Intérêt sur écart d'investissement et pénalités de retard.

#### Sous mission : A1

#### Détermination des rejets d'investissements à fin 2022

Cette sous mission est répartie en deux volets :

##### **A.1-1 Vérification des données financières inhérentes aux investissements 2020-2022.**

Lors de cette sous mission, l'Auditeur aura à examiner et à vérifier les données financières inhérentes aux investissements, notamment en procédant, entre autres à :

- L'application des procédures en termes d'engagement, de comptabilisation et d'imputation des dépenses
- L'examen par service, par projet et par source de financement, les dépenses d'investissements par nature :
  - Prélèvement magasin
  - Sous-traitance
  - Divers

\*\*\*\*\*

- Vérifier la concordance et ressortir les écarts éventuels entre les montants détaillés des investissements et ceux de la comptabilité.
- Vérifier que toutes les dépenses imputées sous la rubrique sous-traitance sont justifiées à travers la nature du projet.
- Vérifier que toutes les dépenses d'investissement imputées sont appuyées de pièces probantes.
- Vérifier la conformité de tout le processus de contrôle des investissements au mode opératoire objet de l'annexe 21.
- Intégrer les résultats du surplus de l'EBE dégagé éventuellement dans la mission B.

#### **A.1-2 Valorisation technique des Projets d'investissement Finis Mis en Service à fin 2022.**

Lors de cette sous mission, l'Auditeur aura à examiner et à vérifier les données arrêtés par la commission de Valorisation, en procédant, entre autres à :

- Vérifier la liste des Projets à valoriser communiquée par le SPC ainsi que les montants y afférant par rapport aux données financières auditées au niveau du volet **A.1-1**.
- Vérifier la conformité du travail de la commission de valorisation conformément à l'annexe 21 et la procédure de valorisation appliquée en matière de contrôle technique. ; Vérifier les montants des projets avec les Peines et soins imputées ;
- Vérifier et compléter les rejets ressortis par la commission de valorisation ;
- Faire ressortir le calcul des pénalités de retard dans la réalisation physique des investissements selon les stipulations des marches y afférant ;

A la fin des travaux des volets **A.1-1** et **A.1-2**, l'Auditeur est amené à :

- Ressortir les insuffisances des règles appliquées pour la valorisation des investissements et proposer les ajustements nécessaires.
- Homogénéiser les résultats des travaux des volets **A.1-1** et **A.1-2** afin d'arrêter l'écart définitif
- Elaborer les ajustements à appliquer aux montants des investissements comptabilisés par le Délégué. A ce titre, l'Auditeur fournira tous les justificatifs nécessaires aux retraitements effectués.
- Intégrer les résultats dans la Sous mission A.2

Avant d'émettre la version provisoire de la sous-mission A1, l'auditeur communiquera les conclusions provisoires au Délégué pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission A.1 sera sanctionnée ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Délégué, et d'un rapport en version définitive, intitulé « **Détermination des rejets d'investissements à fin 2022** ».

Le format du rapport doit être validé par le SPC avant sa remise.

## **Sous mission : A.2**

### **Écarts d'investissements Déléataire, redressement de financements Fonds de travaux et de renouvellement, Intérêts sur écarts d'investissements et Pénalités de retard 2020-2022.**

Se référant aux termes du Contrat de Gestion Déléguée et ses avenants, l'Auditeur doit traiter les volets suivants :

#### **A.2-1 : Écart d'investissement et redressements**

Sur la base des :

- Résultats des travaux de valorisation des investissements objet de la sous mission A1 ;
- Les engagements contractuels en matière d'investissement.

L'Auditeur doit déterminer l'écart d'investissement déléataire et les redressements en financement Fonds de travaux et renouvellement.

#### **A.2 -2 : Intérêt sur écart d'investissement et redressements**

L'Auditeur doit examiner les procédures, règles, principes appliqués par le Déléataire pour la détermination de l'intérêt sur écart d'investissement et sur les redressements.

Il procèdera à l'analyse et à la vérification des montants déterminés par le Déléataire au titre de l'intérêt sur écart d'investissement Déléataire et des redressements en fonds de travaux et renouvellement des exercices audités

Se basant sur les règles contractuelles régissant l'écart d'investissement, l'Auditeur doit ressortir les insuffisances des procédures appliquées par le Déléataire et proposer les ajustements et les retraitements nécessaires aux montants déterminés par ce dernier.

#### **A.2-3 : Calcul des pénalités de retard dans la réalisation physique des investissements**

L'Auditeur doit examiner la conformité aux termes du Contrat et ses avenants, des procédures et règles appliquées par le Déléataire pour déterminer et calculer les pénalités pour retard dans la réalisation physique des investissements.

Après analyse et examen de ces procédures et règles, il procèdera aux retraitements et aux ajustements nécessaires des montants des pénalités déterminées par le Déléataire et ce par projet et par exercice.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous-mission A2, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission A.2 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Écart d'investissement, Intérêt sur écart d'investissement et Pénalités de retard** »

**Mission : B**  
**Audit et certification des comptes de l'Autorité Délégante de 2020 à 2022**

## **OBJET ET CONSISTANCE DE LA PRÉSENTE MISSION**

Dans le cadre de sa mission, l'Auditeur procédera aux travaux d'audit des comptes de l'Autorité Délégante ainsi que leur certification au titre des exercices 2020, 2021 et 2022.

La présente mission B, est composée de 4 sous missions suivantes :

- **Sous-mission B1** : Audit et certification du compte fonds de travaux 2020 à 2022 ;
- **Sous-mission B2** : Audit et certification du compte Retraite 2020 à 2022 ;
- **Sous-mission B3** : Audit et certification du compte Frais d'Etudes et de Contrôle et Redevance Autorité Délégante 2020 à 2022 ;
- **Sous-mission B4** : Audit des autres rubriques du passif

### **Sous mission : B.1**

#### **Audit et certification du compte Fonds de Travaux.**

## **CONSISTANCE DES MISSIONS D'AUDIT**

Le Déléataire tient dans ces livres comptables le compte FDT parmi les comptes de l'Autorité Délégante. Ce compte doit faire ressortir de manière distincte afin de traduire les droits de l'Autorité Délégante.

Les recettes et les dépenses du compte doivent être facilement reconstituées à partir de la comptabilité du Déléataire en termes d'engagements et de trésorerie, et doivent correspondre aux soldes des comptes comptables de l'arrêté de la période en question.

A cet effet, l'Auditeur doit reconstituer les soldes du « compte Fonds de travaux » à partir de la comptabilité qui doivent correspondre tout en considérant les opérations d'encaissements et de décaissements telles qu'elles devaient être mouvementées par le compte bancaire.

La mission comprendra les deux phases suivantes :

**a) Première phase : Reconstitution des flux de trésorerie et validation des emplois et ressources**

Cette phase consistera en la reconstitution et validation, à partir des encaissements et décaissements réels (mouvements encaissés et décaissés réellement à partir de la banque) durant la période 2020 à 2022

Cette phase, qui aura pour objectif de se prononcer, d'ajuster et de certifier sur la situation réelle des recettes et dépenses relatives au « compte fonds de travaux », consistera en les travaux suivants :

- Reconstitution du solde annuel du « compte fonds de travaux » en imputant les mouvements réels (dépenses, recettes) du compte.

\*\*\*\*\*

- Rapprochement entre les mouvements comptables du « compte fonds de travaux » et les mouvements bancaires issus des comptes du Délégué et qui concernent les mouvements du « compte fonds de travaux ».
- Reconstitution des états de rapprochement
- Validation des mouvements d'encaissements et décaissements :

➤ **Encaissements :**

- Les produits de participations : l'auditeur doit valider l'**exhaustivité**, des produits de participations ; ensuite les rapprocher aux montants versés au « compte fonds de travaux ». L'auditeur doit aussi certifier que les versements ont eu lieu dans les **délais** prescrits par l'annexe 8.3 du contrat.
- Sur la base d'un sondage représentatif à effectuer, vérifier la conformité du **mode de calcul** des participations selon les dispositions contractuelles.
- Rapprocher les montants des participations facturés avec les montants encaissés par le Délégué afin de faire la distinction entre les prises en charge et les encaissements.
- Certifier le versement effectif dans le compte Fonds de Travaux et dans **les délais** de toutes les sommes relatives aux recettes des participations perçues par le Délégué.
- Les produits des branchements sociaux (BS) : l'auditeur doit certifier le versement effectif dans le compte fonds de travaux et dans **les délais** de toutes les sommes relatives aux recettes BS perçues par le Délégué.
- Les produits des installations récupérées : L'auditeur est appelé à vérifier que tous les encaissements relatifs aux ventes des installations récupérées ont bien été versés dans les délais au « compte fonds de travaux ».
- La vente du matériel réformé : L'auditeur aura à certifier si toutes les recettes relatives à la vente du matériel réformé ont été versées dans leur intégralité et dans les délais au « compte fonds de travaux ».
- Les intérêts de placement et de retards dans le versement ; L'auditeur est appelé à vérifier tous les calculs d'intérêts et leur versement dans les délais au « compte Fonds de Travaux ».
- L'auditeur est amené à examiner d'autres ressources du compte Fonds de Travaux, en termes d'exhaustivité et de respect de délais, à savoir :
- Les produits des pénalités et retenues, éventuelles, sur marché financés.
- Les remboursements éventuels effectués par l'adjudicataire d'un marché de travaux ou d'études financés par le Fonds de Travaux, notamment, après résiliation de ce marché.



\*\*\*\*\*

- Les dédommagements versés par les tiers pour travaux de remise en état par le Fonds de Travaux.
- Les coûts des équipements ou ouvrages financés par le Fonds de Travaux et payés par les promoteurs dans le cadre des travaux remboursables.
- Le solde créditeur et les intérêts du compte écart d'investissement prévus par le CGD.
- Les intérêts produits du compte bancaire.
- Les subventions, emprunts dons et legs accordés par l'Autorité Délégante.
- Les pénalités prévues à la convention du contrat de gestion déléguée et ses avenants.
- Le solde éventuel du passif résultant de l'annexe 22 de l'avenant N°4 du Contrat de Gestion Déléguée.
- Les autres recettes arrêtées d'un commun accord.

➤ **Décaissements :**

L'Auditeur est appelé à valider et contrôler la régularité et la conformité au contrat des enregistrements comptables au niveau du « compte fonds de travaux » liés au cycle investissements et ce en se basant sur la justification réelle de toutes les dépenses.

L'auditeur est aussi appelé à vérifier si toutes les dépenses justifiées sont déduites du « compte fonds de travaux » une fois les décaissements réels effectués du compte bancaire FDT.

De ce fait, l'auditeur procédera à la vérification, par sondage, des documents et pièces justificatives relatives à des projets sélectionnés sur la base de leur importance significative comme suit :

- Charges de sous-traitance : Rapprochement des montants inscrits dans le « compte Fonds de Travaux » aux factures des sous-traitants validées par le responsable du projet en question, ainsi qu'aux tarifs conformément à l'adjudication du marché ;
- Prélèvements magasin : Rapprochement des montants inscrits dans le « compte Fonds de Travaux » aux états de sortie physiques des stocks du magasin et vérifier les coûts de sortie appliqué s'ils sont conformes aux règles contractuelles ;
- Peines et soins : vérification de l'assiette et du taux appliqué ;
- Autres achats : à valider sur la base des pièces justificatives ;
- Taxe sur la Valeur ajoutée : vérification des taux appliqués ;
- Tester le coût des servitudes, des frais d'expropriation ou d'acquisition de terrains privés nécessaires à l'établissement d'ouvrages et certifier leur décaissement dans les délais prescrits par le contrat ou ses annexes.

\*\*\*\*\*

- De ce fait effectuer une demande de certificat de propriété auprès de la conservation foncière pour l'ensemble des terrains acquis par REDAL ;
- Du coût des démarches administratives nécessaires pour l'enregistrement et l'immatriculation des parcelles cédées par les promoteurs reconnus ;
- Valider toute dépense imputable au « compte Fonds de Travaux » conformément aux dispositions du Contrat de Gestion Déléguée ou l'accord entre les deux parties (Délégataire et Autorité Délégente).

A noter que les dépenses relatives à la main d'œuvre sont à la charge du Délégataire conformément au CGD.

**b) 2<sup>ème</sup> phase : Identification des recettes et dépenses non encore constatées à la date du 31 Décembre 2022 et détermination de l'excédent de Trésorerie.**

Cette phase aura pour objectif d'examiner les différentes rubriques du tableau de flux de trésorerie qui ont été passées en revue au cours de la 1<sup>ère</sup> phase et d'identifier les dépenses et recettes, notamment les travaux, les participations ou toute autre rubrique qui devraient être constatées dans le « compte Fonds de Travaux » en vue de déterminer le solde annuel de trésorerie du compte Fonds de Travaux au terme de la période 2020-2022 .

Si l'Auditeur relève des anomalies ou erreurs dont l'importance est significative, il doit en chiffrer l'incidence sur le compte et procédera par la suite aux retraitements et aux ajustements nécessaires de ce compte et établira une situation corrigée par année du « compte fonds de travaux », pour dégager les soldes annuels certifiés de ce compte pour les trois exercices 2020, 2021 et 2022.

L'Auditeur devra prévoir d'établir une situation mensuelle des dépenses effectuées et des recettes encaissées, rapprochée au compte bancaire. Cette situation permettra de dégager les éventuels retards ou surplus de versement ou de dépenses.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission B.1, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Délégataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission B.1 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégente, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Délégataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit et certification du compte Fonds de Travaux 2020 à 2022** ».

**Sous mission : B.2**

**Audit du compte Retraite 2020 à 2022.**

Cette sous mission a pour objectif d'auditer le compte Retraite entre 2020 et 2022. L'année de départ sera 31/12/2019 dont le solde est arrêté entre les Parties, dans le cadre du protocole d'accord objet de l'annexe 22 du Contrat de Gestion Déléguée.

Il importe de rappeler qu'en matière de Retraite le personnel actif de REDAL a été basculé du Régime de la CCR vers celui du RCAR depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Depuis ce passage au régime RCAR, le compte retraite n'est plus utilisé que pour payer les pensions des retraités non encore transférés, personnel ayant fait valoir ses droits à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, ainsi que les rentes immédiates relatives à la parité entre le régime indemnitaire CCR et celui du RCAR et qui concernent le personnel mis à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les composants de ce compte sont :

➤ **Au crédit :**

- Montants encaissés au titre du prélèvement Retraite sur les consommations Eau et Assainissements et Électricité ;
- Pensions à charges du Délégué ;
- Surplus Illicites et RI ;
- Produits financiers provenant des placements effectués au titre du compte Retraite ;
- Toute autre ressource nouvelle, affectée à cette fin.

➤ **Au débit :**

- Pensions versées aux retraités
- Pensions versées au personnel à la charge du Délégué (et ce pour la durée où ces pensions passaient par le compte retraite) ;
- Les rentes immédiates relatives à la parité entre le régime indemnitaire CCR et celui du RCAR.
- Toute autre dépense liée au compte Retraite.

L'Auditeur aura à vérifier tout d'abord des procédures liées à la tenue du compte comptable et bancaire « Retraite ».

L'Auditeur procédera à la vérification et à l'analyse des données financières du compte Retraite telles qu'elles ressortent des situations annuelles au niveau des reportings Autorité Déléguée, et s'assurera que ce compte est traité conformément aux dispositions du contrat de gestion déléguée, ceci moyennant :

1. La vérification des dépenses et recettes du compte retraite, sera axée sur les éléments précisés ci-dessous, cités à titre indicatif et non limitatif :

AO N° 01/SPCR/2023  
AUDIT DE LA GESTION DELEGUEE 2020-2021-2022

\*\*\*\*\*

Dépenses/ recettes	Rubrique du compte	Points à vérifier
Recettes	Montants encaissés au titre du prélèvement Retraite	Vérification des montants constatés au titre des prélèvements retraite, en prenant en considération toutes les révisions accordées à ce titre. Vérification de l'assiette et des délais de versement au compte bancaire.
Recettes	Pensions à la charge du Déléataire	Vérification des montants des remboursements au titre des pensions à la charge du Déléataire. Vérification des délais de versement au compte bancaire.
Recettes	Surplus illicites et RI	Estimation et calcul à partir des réalisations du Déléataire et selon le mode opératoire de calcul décrit au niveau de l'annexe 21 ;
Recettes	Produits de placements du compte retraite	Vérification des calculs d'intérêts des placements éventuels.
Dépenses	Pensions aux retraités	Vérification de la justification des montants constatés. Une attention particulière doit être accordée à l'analyse des pensions et leur évolution dans le temps et à l'explication de cette évolution.
Dépenses	Pensions aux retraités à la charge du délégataire	Vérification de la justification des montants constatés, tant que ces pensions transitent par le compte retraite.
Dépenses	Les rentes immédiates	S'assurer du bon calcul de ces rentes conformément au protocole signé dans ce sens.

2. La vérification de la conformité du reporting « Autorité Délégante » à la comptabilité,
3. Le rapprochement entre les opérations comptabilisées et passées sur le compte bancaire.
4. Le respect des délais des encaissements et décaissements pour ne pas pénaliser le compte bancaire « Retraité ».

Si l'Auditeur relève des anomalies ou des erreurs dont l'importance est significative, il doit en chiffrer le manque à gagner pour le compte Retraite et procédera par la suite aux retraitements et aux ajustements nécessaires de ce compte, pour dégager les nouveaux soldes annuels du compte retraite de 2020, 2021 et 2022.

Sur la base des données actualisées du personnel actif dont le régime de retraite a été transféré de la CCR vers le RCAR, l'Auditeur devra actualiser l'engagement futur de

l'Autorité Délégante relatif aux rentes immédiates à servir conformément aux clauses du protocole signé dans ce sens entre les parties prenantes.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission B.2, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission B.2 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit du compte Retraite 2020 à 2022** ».

### **Sous missions : B3**

#### **Audit du compte Frais d'Études et de Contrôle et Redevance de l'Autorité Délégante 2020-2022**

Le compte Frais d'études et de contrôle est un compte de l'Autorité Délégante géré par le Déléataire, et abritant les dépenses de fonctionnement de l'organe de contrôle du Contrat de gestion déléguée, comme prévu par la Convention de Gestion Déléguée.

D'un autre côté, la redevance à la ville est une redevance instituée par le Contrat de Gestion Déléguée, à travers la Convention de Gestion Déléguée.

Ces deux rubriques font parties intégrantes du passif de la gestion déléguée qui a été arrêté à fin 2019.

L'Auditeur est amené à réaliser pour lesdites rubriques et à titre indicatif et non limitatif, les vérifications suivantes :

#### ● **Compte Frais d'Études et de Contrôle**

- La vérification de l'assiette de la dotation destinée aux frais d'études,
- La justification des dépenses imputées sur la dotation FEC,
- Et la vérification du respect du versement, le cas échéant, du reliquat restant.

#### ● **Redevance à l'Autorité Délégante/ compte Autorité Délégante**

- La vérification de l'assiette de la redevance,
- La justification de l'affectation de la redevance,
- La vérification des autres rubriques de recettes et dépenses du compte de l'Autorité Délégante,
- Et à la vérification du respect des délais du versement sur le compte bancaire.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous-mission B.3, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission B.3 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit du compte Frais d'Études et de Contrôle et Redevance Autorité Délégante 2020-2022** ».

## **Sous mission : B4**

### **Audit des autres rubriques du passif 2020-2022**

L'Auditeur est amené à réaliser entre autres les vérifications suivantes par rubrique :

- **Surplus EBE**

L'Auditeur se référera à l'Annexe 21 du Contrat pour le mode opératoire de détermination du surplus EBE et procédera aux éventuels ajustements pour calculer le surplus à intégrer dans le cadre du budget d'investissement à venir.

- **Recherche et Développement – part locale**

L'Auditeur doit vérifier le calcul d'actualisation de la rubrique en question tenant compte des stipulations de l'avenant du CGD en vigueur pour chaque année.

- **Charges d'impôt**

Il s'agit de prendre en considération l'impact des éventuels amendements fiscaux survenus pendant la période auditée impactant en plus ou en moins l'équilibre du Contrat.

Pour l'ensemble des rubriques précitées, l'Auditeur s'assurera que les données financières sont traitées conformément aux dispositions du Contrat de Gestion Déléguée. Si l'Auditeur relève des anomalies ou des erreurs dont l'importance est significative, il doit en chiffrer l'incidence sur la rubrique en question et procédera par la suite aux retraitements et aux ajustements nécessaires.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous-mission B.4, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Délégataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission B.4 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Délégataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulé « **Audit des autres rubriques du passif 2020-2022** ».

## Partie II : Audit des autres aspects de la gestion Délégée

Cette 2<sup>ème</sup> partie vise un audit exhaustif couvrant les différents aspects du Contrat de Gestion Délégée dans la continuité des audits antérieurs mandatés par l'Autorité Délégante. Elle est composée des missions et sous-missions suivantes :

<p style="text-align: center;"><b>Mission : A</b> <b>Audit de certains aspects relevant du volet commercial 2020-2022</b></p>
---

Cette mission est organisée selon les deux sous missions suivantes :

- **Sous mission : A.1** - Audit de la facturation et de la structure tarifaire.
- **Sous mission : A.2** - Audit des travaux remboursables.

### **Sous mission : B.1**

#### **Audit de la facturation et de la structure tarifaire 2020-2022.**

##### **1 - Rappel des termes du contrat :**

En vertu des termes de la convention de Gestion Délégée, ceux des cahiers des charges et de l'annexe 7, les éléments principaux constituant la base de la facturation des consommations sont :

##### **Pour l'électricité :**

- un prix au kWh proportionnel à la consommation
- la redevance de puissance en MT
- les redevances de location et d'entretien des compteurs
- la redevance d'entretien de branchements
- la redevance d'équipement
- les majorations pour compensation des pertes joules et fer de transformateurs des clients MT décomptés en BT
- les redevances d'énergie réactive (majoration de la redevance de consommation pour facteur de puissance inférieur à 0,8)

##### **Pour l'eau :**

- Une partie fixe Dont le montant diffère en fonction de la catégorie d'abonnés à savoir : abonnés particuliers et administrations ou abonnés industriels
- Un prix au mètre cube applicable aux quantités d'eau distribuées, mesurées au compteur.

##### **Pour l'assainissement**

La redevance d'assainissement comporte une partie fixe et une partie proportionnelle ayant pour assiette la consommation d'eau potable de l'abonné. Ces deux parties de la redevance dépendent des tranches de consommation de l'eau et des catégories d'usage.

## **2 - Intervention de l'Auditeur :**

Au cours de cette sous mission, l'Auditeur évaluera et examinera l'organisation et les procédures de la fonction facturation des clients dans le système commercial ELAG utilisé par le Déléguataire.

Il procédera par la suite à la vérification de la conformité de cette organisation et de ces procédures aux dispositions du contrat de gestion déléguée et des cahiers des charges.

L'Auditeur est appelé à analyser et à vérifier la facturation, à titre indicatif et non limitatif :

- Vérification de la facturation de l'exhaustivité des compteurs posés ;
- Le traitement de la facturation de consommation réelle ou estimée (périodicité, respect des tranches, respect des tarifs, para tarification...) ;
- La facturation des frais de coupure et rebranchement et de résiliation (procédure, délais, frais en sus, information du client,.....) ;
- Le traitement des anomalies de surestimation, de compteurs bloqués, de différence d'index compteurs (analyse de la cause, corrections apportées au système, mode de facturation,.....) ;
- La facturation des rattrapages et des redressements de consommation ;
- La facturation des consommations et autres éléments en cas de fraude conformément au CDC
- La facturation de tout autre concept et vérification de sa conformité avec le CGD ;
- Examen, par sondage, des pièces justifiant les traitements effectués pour régulariser les anomalies de lectures signalées par les releveurs au niveau des réseaux dans le but d'éviter tout risque de surestimation ou de sous-estimation des consommations ;
- Appréciation du contrôle interne des intervenants en matière de lecture, de facturation, de comptabilisation des produits ainsi que les entités impliquées en matière de suivi des volumes et des rendements.

L'Auditeur appréciera également les modalités et modes opératoires de traitement des autres aspects du cycle commercial et leur confrontation aux stipulations contractuelles notamment celles des cahiers de charges. Les volets à examiner à titre indicatif et non limitatif sont comme suit :

### **BRANCHEMENT**

- Facturation devis/facture
- Vérification par sondage des dossiers de branchement

### **ABONNEMENT**

- Facturation de la provision (dépôt de garantie)
- Facturation des autres frais d'abonnement
- Vérification par sondage des dossiers d'abonnement (pièces demandées, usage attribué)

### **COUPURE ET REBRANCHEMENT**



\*\*\*\*\*

- Apprécier le paramétrage dans le système commercial ELAG et le respect du CDC dans l'exécution des coupures et des rebranchements;
- Vérifier la facturation des frais de coupures et rebranchements;
- Vérifier par sondage l'exécution des coupures facturées ;
- S'assurer que le remboursement des frais de coupure s'effectue en cas de coupure par erreur ;

### **FRAUDE**

La fraude directe sur compteur en consommation ou sur compteur résilié : l'Auditeur procédera aux vérifications, entre autres, des :

- Frais paramétrés en cas de fraude (déplacement, d'huissier, de relance....);
- Eléments justifiant le mode d'estimation des volumes fraudés en conformité avec les règles prévues au niveau du CDC ;
- L'estimation du volume consommé frauduleusement et les majorations prévues par le CDC ;
- Respect du tarif et de tranche ;
- Détermination de la période de fraude

### **RÉSILIATION**

L'Auditeur examinera le processus de résiliation de par l'organisation et les procédures :

1. Sur demande du client :

- Etablissement de la facture d'arrêt
- Remboursement du client créancier

2. Pour défaut de paiement :

- Condition de résiliation pour défaut de paiement
- Relance et information du client
- Frais de : relance, autocollant et coupure
- Remboursement du client créancier

### **CONTROLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

A ce niveau l'Auditeur doit analyser comment est défini le chiffre d'affaires découlant des consommations, des factures à établir (prorata) et des autres concepts (frais de coupure, frais de relance, ...), et analyser la procédure de comptabilisation.

### **ANALYSE DE LA STRUCTURE TARIFAIRE**

Vérifier et confirmer que les structures de consommations réelles sont conformes à celles affichées dans les comptes rendus annuels communiqués par REDAL à l'Autorité Déléguée.

A l'issue de cette analyse, l'Auditeur doit établir un bilan tarifaire sur la période auditée.

L'Auditeur aura à calculer lors de l'analyse des structures tarifaires quelques indicateurs commerciaux révélateurs du comportement des consommateurs, notamment :

- Prix moyen de vente

\*\*\*\*\*

- Rendement
- ...

### **3 - Rendus de la sous mission A.1 :**

A la fin de la sous mission A.1, l'Auditeur aura à fournir un rapport sur tous les aspects du cycle commercial

- Ce rapport relèvera toutes les procédures appliquées par le Délégitaire et qui ne sont pas conformes aux dispositions du Contrat de Gestion Délégitée et des Cahiers des charges.
- Ce rapport relèvera toutes les éventuelles anomalies constatées dans le cycle commercial et qui ne sont pas conformes aux dispositions contractuelles ainsi que la liste des rubriques éventuelles introduites dans les factures et non prévues par le contrat de gestion délégitée.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission A.1, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Délégitaire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous mission A.1 sera sanctionné ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégitante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Délégitaire, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit de la facturation et de la structure tarifaire 2020-2022** ».

#### **Sous mission : A.2**

##### **Audit des indicateurs de performance commerciale et des pénalités y afférentes.**

Au terme des stipulations de l'avenant 4 du CGD, des pénalités pour non-respect des seuils mensuels de performance commerciale sont appliquées annuellement.

Il est à signaler que les dispositions des pénalités commerciales sont appliquées uniquement pour le segment des clients particuliers.

L'Auditeur est amené, dans un premier temps, à vérifier le niveau de performance commerciale affiché par le délégitaire à travers les indicateurs suivants :

##### **BRANCHEMENT**

- Délai de communication du devis
- Délai d'exécution du branchement

##### **ABONNEMENT**

- Délai de mise en service du compteur

##### **FACTURATION**

- Délai de relève entre 28 et 32 jours ;
- Taux de facturation sur index réel ;

##### **RÉCLAMATION**

- Délai de traitement des réclamations

Dans un deuxième temps et dans le respect des conditions et modalités de calcul prévues dans le CDC "Annexe procédures de gestion commerciale et pénalités commerciales, l'Auditeur est amené à déterminer les pénalités éventuelles afférentes à ces mêmes indicateurs. Il est à noter que préalablement l'Auditeur doit apprécier les bases de données utilisées dans ce sens.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission A.2, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous mission A.2 sera sanctionnée ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire, et d'un rapport en version définitive, intitulé « **Audit des indicateurs de performance commerciale et des pénalités y afférentes** ».

### **Sous mission : A.3**

#### **Audit des travaux remboursables.**

### **1 - Rappels**

#### **a - Termes du contrat :**

Les modalités d'évaluation et de réalisation des travaux faits pour et par les tiers (promoteurs publics ou privés, unités industrielles ou particuliers) appelés **travaux remboursables**, dans les trois services délégués (eau, électricité et assainissement) sont définies par le contrat de gestion déléguée, à travers notamment :

- **La convention**, au niveau de son article qui définit les travaux sur bordereau des prix unitaires ;
- **Le cahier des charges des trois de l'eau potable, l'électricité et de l'assainissement liquide** ;
- **l'Annexe 15**, qui définit le Bordereau des prix unitaires, ainsi que les rapports de commission actant les différentes actualisations dudit bordereau;
- Décisions des Comités de Suivi en relation avec les travaux remboursables

#### **b- Différentes phases des travaux remboursables :**

Les phases composant le déroulement des travaux remboursables se présentent comme suit :

1. Etude et établissement des Devis par le Déléataire ;
2. Encaissement par le Déléataire d'une avance sur Devis ;
3. Réalisation des travaux, comme suit :
  - Les travaux d'équipement in site des lotissements sont soit réalisés par le Déléataire à travers des entreprises sous-traitantes, soit par les propres moyens des promoteurs ;
  - Les travaux de raccordement des lotissements et branchement d'immeubles aux réseaux sont réalisés par le Déléataire ;
  - Les travaux de branchement sont réalisés par le Déléataire.

\*\*\*\*\*

4. Etablissement des attachements des travaux réalisés,
5. Etablissement de la facture définitive,

#### **c- Les Rubriques composant les Devis et les Factures :**

Selon les termes du contrat, le devis et la facture correspondante, comprennent les rubriques suivantes :

##### **c-1 Cas de réalisation des travaux par le Déléguataire :**

- Participation aux infrastructures ;
- Rubriques représentant le détail des dépenses inhérentes aux travaux à réaliser ou réellement réalisés ;
- Peines et soins pour contrôle et suivi des travaux, représentant 10% du montant hors taxes des dépenses réelles des travaux.

##### **c-2 Cas de réalisation des travaux par le promoteur :**

- Participation aux infrastructures ;
- Peines et soins pour contrôle et suivi des travaux, représentant 10% du montant hors taxes des dépenses réelles des travaux.

#### **2- Objectifs de la sous mission A.3**

La présente soumission a pour objectifs de :

- Vérifier la conformité des procédures appliquées aux travaux remboursables appliquées par le Déléguataire, au contrat de gestion déléguée et aux cahiers des charges,
- Relever les risques financiers encourus par les procédures mises en place ;
- Comparer les ressources réelles dégagées par le Déléguataire, à travers les travaux remboursables, aux dépenses réelles effectuées ;
- Procéder à une analyse comparative des recettes et des dépenses réelles avec les prévisions contractuelles.

Pour atteindre les objectifs de cette sous mission, l'Auditeur est appelé à effectuer une analyse approfondie, à travers un échantillon représentatif des dossiers traités au cours des exercices audités :

A titre indicatif et selon le Déléguataire, le nombre de dossiers de travaux remboursables traités annuellement durant ces exercices, pour les trois métiers, s'approche des valeurs suivantes :

- dossiers de lotissements ;
- dossiers d'immeubles ;

- dossiers de branchements individuels.

Il est suggéré à l'Auditeur de retenir un échantillon d'une taille avoisinant 30% des dossiers de lotissements, 15% des dossiers d'immeubles isolés, 15% des dossiers des ensembles immobiliers ou résidentiels et 5% des dossiers de branchements normaux, 5% des dossiers de BSI et 30% des dossiers d'opérations BS collectives.

Le choix des dossiers à examiner tiendra compte de l'exhaustivité des rubriques composant les devis, de l'importance du coût des travaux et d'une couverture géographique du périmètre de la gestion déléguée.

### **3- Etendue de la sous mission A3**

La présente sous mission sera structurée selon deux pavés comme suit :

#### **I. : Analyse des procédures adoptées par le Délégataire**

Au cours de cette première partie de la sous mission A3, l'Auditeur aura pour mission de :

- S'assurer de l'existence de procédures formalisées et actualisées inhérentes aux travaux remboursables ;
- Vérifier la conformité de ces procédures aux dispositions du contrat de gestion déléguée et des cahiers des charges pour l'ensemble des dossiers traités,
- Vérifier l'application de ces procédures par le Délégataire ;
- Relever les risques et faiblesses encourus par les procédures mises en place ;
- Proposer les pistes d'amélioration.

Ces éléments vont servir à entamer le 2<sup>ème</sup> pavé de cette sous mission.

#### **II. : Analyse des différentes rubriques des devis et factures**

L'Auditeur effectuera les tâches suivantes :

##### **II-1 : Identification des éléments non contractuels introduits éventuellement par le Délégataire dans les devis et factures**

L'Auditeur est appelé à identifier sur l'échantillon examiné, tous les éléments du devis ou de la facture non prévus ni par le contrat de gestion déléguée, ni par les cahiers des charges.

**Une fois ces éléments identifiés, l'Auditeur procédera à :**

- L'analyse du bien-fondé de l'introduction de ces éléments,
- L'évaluation du montant des recettes réalisées à travers ces éléments ;
- La vérification de l'imputation comptable de ces recettes ;
- Les propositions de redressements éventuels.

##### **II-2 : Analyse de la rubrique « participation aux infrastructures »**

L'Auditeur devra, préalablement, vérifier l'**application systématique** de la participation aux infrastructures dans les devis établis par le Délégataire.

Il procédera par la suite, à l'analyse détaillée de l'échantillon des devis choisis par :

- La vérification de la conformité du mode de calcul de ladite participation aux dispositions du contrat de gestion déléguée ;
- L'analyse de la rubrique participation dans les devis ayant fait l'objet d'une modification (annulation et remplacement) en vue d'analyser les raisons de cette modification et son impact sur le montant de la participation appliquée ;
- L'évaluation, le cas échéant, du manque à gagner en recettes dans le compte « Fonds de travaux » pour défaut d'application ou erreur de calcul de cette participation ;
- L'analyse des procédures comptables appliquées par le Délégataire pour le versement des recettes des participations dans le compte « Fonds de travaux ».
- L'analyse des actions mises en place par le Délégataire pour recouvrer les facilités de paiement devant revenir au fonds de travaux.

### **II-3 : Analyse de la rubrique « Détail des dépenses effectuées pour la réalisation des travaux »**

Cette analyse concernera les différents éléments constituant cette rubrique, notamment :

#### **II-3-1 : Les prix unitaires**

L'Auditeur est appelé à réaliser les tâches suivantes :

- Examiner les méthodes de détermination et d'actualisation des prix unitaires ;
- Vérifier la conformité de ces méthodes aux dispositions du contrat de gestion déléguée ;
- Analyser les prix unitaires appliqués dans les devis et factures ;
- Comparer ces prix à ceux du bordereau de l'Annexe 15 ou aux prix réels des marchés pour les opérations particulières dont la taille et la complexité nécessitent le recours à une sous-traitance spécifique comme précisé la convention du CGD ;
- Relever les écarts éventuels lors de ces comparaisons ;
- Comparer les prix unitaires des devis et ceux des factures ;
- Relever et commenter les écarts constatés.

#### **II-3-2 : l'écart éventuel entre le coût réel des travaux et le montant facturé**

L'Auditeur est appelé à examiner les éventuels surplus réalisés par le Délégataire et qui résulteraient des écarts entre le coût réel des travaux et le montant facturé aux promoteurs.

\*\*\*\*\*

Il devra évaluer ces éventuels surplus et vérifier le traitement comptable et financier qu'ils subissent.

Pour ce faire, l'Auditeur est appelé à réaliser les tâches suivantes :

- Comparer le montant des travaux réalisés et celui facturé ;
- Relever les écarts éventuels entre ces deux montants ;
- Analyser le traitement comptable de ces écarts ;
- Evaluer l'impact de ces écarts sur l'équilibre financier du contrat de gestion déléguée.

#### **II-4 : Analyse de la rubrique « Peines et soins »**

L'Auditeur est appelé à réaliser les tâches suivantes :

- Examiner les méthodes de calcul des peines et soins, appliquées par le Déléataire dans l'établissement des devis et factures des travaux remboursables ;
- Vérifier la conformité de ces méthodes de calcul, aux dispositions du contrat de gestion déléguée ;
- Analyser le montant des peines et soins appliqués dans les devis et factures ;
- Relever les écarts constatés ;
- Evaluer l'impact de ces écarts sur l'équilibre financier du contrat de gestion déléguée.

#### **4 - Rendus de la sous mission A3 :**

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission A3 l'auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires. La sous mission A3 sera sanctionnée ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit des travaux remboursables 2020-2022** ».

<p style="text-align: center;"><b>Mission : B</b> <b>Audit des aspects comptables et financiers des comptes du Délégataire 2020-2022</b></p>
--

**1- Rappel des termes du Contrat**

Le contrat de gestion déléguée des services de distribution d'eau potable, d'électricité et d'assainissement liquide, est établi sur la base des obligations de moyens et de résultats. Il stipule notamment que :

- Le Délégataire, responsable du fonctionnement et de l'exploitation des services délégués, les gère en bon père de famille et à ses risques et périls, conformément aux termes du Contrat de Gestion Déléguée. Il est autorisé à recouvrer, auprès des usagers, les redevances au titre des services délégués et les coûts des différentes prestations correspondant aux obligations résultant du Contrat de Gestion Déléguée.
- Les Parties s'obligent, chacune pour ce qui la concerne, à exécuter le Contrat de Gestion Déléguée dans le respect de l'équilibre économique et financier de l'exploitation des services délégués et dans le respect des principes fondamentaux de continuité et d'adaptabilité des services délégués, ainsi que d'égalité de traitement des usagers. »

Le contrat de Gestion Déléguée prévoit également :

- La tenue des écritures comptables selon une comptabilité générale, une comptabilité analytique et une comptabilité budgétaire conformément au plan comptable et à la réglementation en vigueur.
- La fourniture des Informations synthétisées par mois et par exercice et la présentation analytique de ses comptes.

L'Auditeur se référera aux articles et annexes du CDG et ses avenants relatifs aux points cités ci-haut.

**2- Objectifs de la mission B**

L'Audit des comptes doit permettre de s'assurer de la réalité, de l'exhaustivité et de la régularité des enregistrements comptables en se fondant sur toutes les pièces justificatives fournies et sur toutes les données obtenues auprès des tiers grâce aux observations, investigations et demandes de confirmation formulées par l'Auditeur.

Les prérequis des responsables de cette mission ont trait à la fois à l'expérience sur la gestion déléguée, les compétences techniques et la connaissance approfondie des principes comptables pratiqués tant à l'échelle nationale qu'internationale, nécessaires à la réalisation de cette mission.



L'appréciation des états financiers, pris dans leur ensemble, suppose l'accumulation d'un certain nombre de connaissances sur le fonctionnement des sociétés chargées de la délégation des services publics. A ce titre, les intervenants de l'Auditeur veilleront à articuler leurs diligences avec celles qui auront été accomplies dans le cadre des autres missions.

L'Auditeur procédera notamment à l'exécution des tâches suivantes :

### **Revue analytique :**

Cette tâche consiste principalement en des analyses de vraisemblance des comptes ou classes de transactions, impliquant une appréciation des valeurs enregistrées par le Déléataire. Elle comprendra :

- Une analyse des fluctuations ;
- Une analyse des ratios ;
- Une comparaison avec les budgets, les données des années antérieures etc.

### **Analyse des comptes :**

L'Auditeur procédera à une analyse du contenu des différents postes des états financiers et en appréciant le degré de leur conformité avec les règles comptables généralement appliquées au Maroc et celles découlant des exigences contractuelles.

La mission B « Audit des aspects comptables et financiers des comptes du Déléataire comprend les sous missions suivantes :

- **Sous mission B.1** : Audit des procédures comptables et financières
- **Sous mission B.2** : Analyse et vérification des comptes sociaux
- **Sous mission B.3** : Analyse de l'équilibre économique et financier

### **Sous mission : B.1**

#### **Audit des procédures comptables et financières**

L'objectif de cette mission est de s'assurer si les procédures mises en place par le Déléataire permettent de garantir la bonne gestion et l'exploitation des services délégués, la sauvegarde et la protection du patrimoine et la fiabilité de l'information comptable et financière.

L'Auditeur doit d'abord prendre connaissance des procédures techniques, administratives, commerciales, comptables et financières mises en place par le Déléataire pour la gestion et l'exploitation des services délégués.

Il doit ensuite analyser ces procédures afin de s'assurer de leur conformité aux termes du Contrat de gestion déléguée et vérifier leur bonne application.

L'Auditeur est tenu notamment d'examiner et de vérifier les procédures de traitement comptable et financier qui ont un impact sur les éléments rentrant dans la détermination de l'équilibre économique et financier du contrat de gestion déléguée et principalement :

- Les procédures comptables et financières
- Les procédures de la tenue des comptes de l'Autorité Délégante

Ce travail permettra à l'Auditeur de relever les différentes insuffisances au Contrat de Gestion Délégée et de formuler les recommandations y afférentes.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission B.1 l'auditeur communiquera les conclusions provisoires au Délégataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous mission B.1 sera sanctionnée ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Délégataire, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit des procédures comptables et financières** ».

### **Sous mission : B.2**

#### **Analyse et vérification des comptes sociaux.**

L'objectif principal de cette sous-mission est de ressortir tous les éléments non efficaces et qui ne concernent pas la gestion déléguée et relevant des décisions de l'actionnariat. Durant cette sous mission, l'Auditeur doit s'assurer de la réalité, de l'exhaustivité et de la régularité des enregistrements comptables, tout en prenant en considération les résultats des autres missions.

L'auditeur se fondera également sur les pièces justificatives et sur tout renseignement ou information qu'il aura pu recueillir grâce à ses investigations, ses observations, ses demandes de confirmations ou ses visites sur place.

Il devra, par la suite, faire ressortir les écarts relevés entre les prévisions contractuelles de l'annexe 6 et les réalisations en donnant les précisions sur les facteurs ayant engendré ces écarts (différence des hypothèses, impact des surcoûts, inflation....)

Ainsi, l'Audit Financier doit porter essentiellement sur les éléments ayant impacté de manière négative ou positive le résultat. Il sera procédé à une analyse ayant pour objet d'identifier les facteurs clés à l'origine des variations des comptes de produits et de charges, notamment les impacts suivants :

#### **Produits d'exploitation :**

- Ventes des fluides :
  1. Impact tarif / prix moyen de vente/structure des ventes
  2. impact volumes
  3. impact nombre d'abonnés
  4. impact rendement
  5. ...
- Redevances : impact nombre d'abonnés ...
- Autres recettes : impact de travaux remboursables, impact nouveaux abonnés...
- Autres produits d'exploitations ;
- Produits financiers ;
- Produits non courants ;
- ...

**Charges d'exploitations :**

- Achats des fluides : par tranches, par fluides... ;
- Charges du personnel : taux d'évolution...;
- Achats consommés hors consommation propre ;
- Consommation propre ;
- Autres charges externes ;
- Achats et sous-traitance travaux remboursables ;
- Charges calculables ;
- Impôts et taxes : impact fiscal ;
- Dotations aux amortissements :
  - *Amortissements biens de retour.*
  - *Amortissements biens de reprise.*
- Dotations aux provisions
- Charges financières ;
- Charges non courantes ;
- ...

Par ailleurs, l'Auditeur doit analyser les indicateurs financiers, notamment :

- ✓ Marge brute ;
- ✓ Valeur ajoutée ;
- ✓ Excédent brut d'exploitation

Une attention particulière doit être apportée par l'Auditeur à l'analyse des charges du personnel, de l'assistance technique et du surplus EBE, notamment en termes de :

❖ **Charges du personnel**

A ce niveau, l'Auditeur est appelé à procéder à :

- L'identification et à l'analyse des principes directeurs régissant la politique du Déléataire en matière de ressources humaines et notamment le développement des compétences dans les métiers de bases, l'externalisation et les outils mis en œuvre en terme de politique de recrutement, redéploiement, mise à la retraite, formation et politique de rémunération.
- L'analyse de l'évolution des effectifs, sa répartition entre les structures d'appui et celles opérationnelles, selon le métier et enfin par catégorie et niveau de formation.
- Le contrôle et l'analyse des postes liés aux charges du personnel : salaires, charges sociales, formation, pensions à charge du délégataire. Cet aspect comportera les volets suivants :
  - L'évaluation du dispositif de contrôle interne lié au cycle Personnel – paie.
  - Le contrôle et la validation des comptes liés aux charges du personnel.
  - L'analyse des composantes constituant chacun des postes liés aux charges du personnel.
  - Relever toutes les facturations inter sociétés (entre REDAL et les autres filiales du groupe Veolia) avec le détail de la facturation ainsi que les procédures appliquées.

\*\*\*\*\*

- Établir un état de toutes les rubriques de la masse salariale attribuées mais non basées sur la réglementation en vigueur (statut du personnel, décisions ministérielles..) mais attribuées sur décision unilatérale de la REDAL.

❖ **Assistance Technique :**

La rubrique d'Assistance Technique est constituée des deux rubriques suivantes, que l'Auditeur doit analyser par rapport aux stipulations contractuelles :

🏠 La rubrique « Personnel Permanent détaché par les actionnaires ».

🏠 La rubrique « Dotation contributive à la recherche développement : part Déléataire et part Autorité Déléante ».

❖ **Surplus EBE :**

Lors de cette sous mission, l'auditeur doit procéder au calcul de l'EBE selon le mode opératoire décrit dans l'annexe 21.

❖ **Analyse du financement**

L'Auditeur doit analyser les aspects liés au financement du Déléataire notamment les éléments ci-après :

- Le montage financier mis en place et le contrôle de la capacité financière du Déléataire à faire face à ses engagements contractuels ;
- L'emploi des dettes contractées par REDAL ;
- Les risques existants sur les fonds de l'Autorité Déléante ;
- Les Dettes de financement/Fonds propres
- La relation existante entre la rentabilité des actionnaires, la rentabilité économique, le coût de la dette et le levier financier, afin de déterminer la rentabilité financière.

A titre indicatif et non limitatif les ratios suivants sont à calculer et à analyser :

**Ratios de situation financière.**

- Autonomie financière ;
- Endettement ;
- Capacité de remboursement des dettes ;
- Trésorerie ;
- Cash-flow
- Fonds de roulement ;
- Besoins en fonds de roulement/Variation du BFR.

**Ratios de liquidité.**

- Liquidité générale ;
- Liquidité réduite ;
- Liquidité immédiate.

**Ratios de gestion.**

\*\*\*\*\*

- Rotation des stocks ;
- Ratio de productivité
- Rotation des créances ;
- Rotation du crédit fournisseurs.

#### **Ratios de rentabilité.**

- Rentabilité commerciale ;
- Rentabilité économique
- Rentabilité financière.
- Effet de levier

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission B.2 l'auditeur communiquera les conclusions provisoires au Délégataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous mission B.2 sera sanctionné ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Délégataire, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Analyse et vérification des comptes sociaux** ».

#### **Sous mission : B.3**

##### **Analyse de l'équilibre économique et financier**

Dans le cadre des travaux de préparation de la revue triennale, et comme prévu à la convention de Gestion Délégée, l'Auditeur lors de cette mission, doit apporter les éléments nécessaires à l'Autorité Délégante afin de préparer les éléments nécessaires pour la prochaine revue contractuelle.

Les travaux de cette sous-mission seront organisés comme suit :

#### **I. Analyse du bilan des écarts par rapport aux engagements respectifs contractuels des Parties**

L'Auditeur doit dresser le bilan des écarts entre les réalisations et les prévisions contractuelles à partir des résultats obtenus lors des autres missions.

A ce niveau, il faut nuancer entre engagement contractuel des Parties qui aboutira à un apurement de son passif et écart par rapport aux prévisions qui servira à réajuster les prévisions futures.

#### **II. Appréciation du modèle financier établi lors de la révision contractuelle de 2020.**

Dans un premier temps, l'Auditeur est tenu d'examiner le modèle financier retenu, servant de base à la dernière révision contractuelle, comme dispose l'annexe 6 de l'avenant 4 du CGD, afin de donner son appréciation sur ce modèle.

Ensuite, il est amené à actualiser les données du modèle tenant compte des réalisations de la période 2020-2022 et des différentes hypothèses détaillées dans l'annexe 6 précitée pour les projections de la période 2023-2028.

Compte tenu du niveau de précisions attendu de cette sous-mission, un cadrage sera fait au fur et à mesure avec le Service Permanent de Contrôle afin de présenter des projections financières cohérentes pour la période 2023-2028, répondant aux exigences contractuelles et permettant un équilibre économique et financier.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission B.3 l'auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires. La sous mission B.3 sera sanctionnée ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Analyse de l'équilibre économique et financier** ».

<b>Mission : C</b> <b>Autres sous-missions</b>
---

Cette mission comprend les sous missions suivantes :

- **Sous mission C.1** : Passation des marchés et commandes
- **Sous mission C.2**: Audit de l'état de conservation du patrimoine de la gestion déléguée.

**Sous mission C.1**

**Passation des marchés et commandes**

**1 - Rappel des termes du Contrat**

La passation des marchés et commandes par le Déléataire est régie par les termes du contrat de gestion déléguée, notamment son article intitulé « Passation des marchés » qui stipule que les marchés doivent être conclus et réalisés dans les conditions définies par l'annexe 13 et que les marchés qui seraient passés en dehors des dispositions prévues à ladite Annexe, ne seront pas pris en compte au titre des obligations d'investissements. Par ailleurs, l'Auditeur doit se référer également à l'annexe 15 et aux stipulations de la convention, notamment en matière de vérification des marchés utilisés dans la détermination du Bordereau des prix unitaires.

Quant aux marchés et commandes passés avec un montant supérieur à 1 million de dirhams TTC, réalisés dans le cadre de l'Assistance Technique, ils doivent être soumis à l'approbation du comité de suivi comme prévu par l'annexe 13 du CGD.

**2 -Objet de la présente sous mission**

La présente sous- mission concerne tous les marchés et commandes passés par le Déléataire tant au niveau de la réalisation des investissements qu'au niveau des dépenses de fonctionnement.

Aux fins de cette sous mission, l'Auditeur tiendra compte, dans ses analyses et ses appréciations, des aspects suivants :

\*\*\*\*\*

- Les sources budgétaires des marchés et commandes passés en distinguant le budget d'investissement du budget de fonctionnement ;
- Le mode de financement (Délégataire, Fonds de Travaux ou Travaux remboursables);
- Le mode de passation des marchés (appel d'offres ouvert en séance publique ou non publique, restreint, etc.), marchés par entente directe
- Les métiers d'assainissement, d'eau potable et d'électricité ainsi que les projets relevant des moyens d'exploitation ou entrant dans le cadre du fonctionnement ;
- Les sociétés adjudicataires nationales et étrangères ;
- Les sociétés apparentées ;
- Les domaines et les tailles des entreprises et sociétés adjudicataires.

La présente sous mission, se déclinera en 5 parties comme suit :

1. Examen et analyse critiques des procédures mises en place par le Délégataire et de leur applicabilité.
2. Examen et analyse détaillés des principaux marchés et commandes passés avec des sociétés apparentées.
3. Appréciation des niveaux des prix des acquisitions et des achats effectués par le Délégataire.
4. Analyse des procédures et marchés/prix servant à l'établissement du bordereau des prix objet de l'Annexe 15.
5. Évaluation et chiffrage des impacts économiques et financiers dus éventuellement au non-respect des termes du contrat et au surenchérissement des coûts.

## **2-1- Examen et analyse critiques des procédures mises en place par le Délégataire et de leur applicabilité**

Dans cette partie, l'Auditeur effectuera les tâches suivantes :

- Vérifier l'existence de procédures écrites et formalisées concernant la passation des marchés et commandes (règles organisationnelles et fonctionnelles ainsi que les états de suivi et contrôle, etc.)
- Analyser et examiner le degré de la conformité de ces procédures aux termes du contrat de gestion déléguée (Convention et annexe 13) ; Déterminer les éventuelles faiblesses de ces procédures et les risques encourus en ce qui concerne :
  - l'égalité de traitement des fournisseurs;
  - l'acquisition des prestations à moindre coût;
  - la qualité des cahiers des charges (conditions de concurrence, critères d'évaluation et de jugement des offres, adjudication, etc.)
  - la définition des besoins en quantités et l'estimation des montants des marchés;
  - la stratégie de lancement des appels d'offres;
  - les règles d'adjudication appliquées etc.
- Vérifier, sur la base d'un échantillon représentatif composé de marchés et commandes les plus significatifs, en termes de coût et d'intérêt pour les services délégués, si le Délégataire se conforme et à quel degré, aux procédures de passation qu'il a établies ;
- Identifier les éventuels marchés et commandes, passés sans le respect des obligations contractuelles, notamment :
  - Les conditions garantissant la concurrence,

\*\*\*\*\*

- Le mode de passation,
- Le changement des consistances budgétisées,
- Le dépassement des enveloppes budgétaires.

## **2-2 - Examen et analyse détaillés des marchés et commandes passés avec des sociétés apparentées**

Concernant cette partie, l'Auditeur s'intéressera aux marchés et commandes passés aux sociétés apparentées ou filiales du groupe Veolia Environnement. Il procédera comme suit :

- Identification des marchés et commandes passés avec les sociétés apparentées par objet et par nature ;
- Examen de la conformité des procédures de passation des marchés et commandes aux dispositions de la Convention et de l'Annexe 13, notamment en termes des modalités de leur passation et de leur approbation et surtout du respect des principes de la concurrence loyale et d'égalité de traitement des entreprises concurrentes ;
- Examen et vérification détaillés de ces marchés et commandes, notamment au niveau de la nature des prestations, de la définition de l'étendue des besoins faisant l'objet de ces marchés, des prix appliqués, des avenants établis, etc. ;
- S'agissant de sociétés apparentées, une attention particulière devra être accordée aux procédures régissant les relations entre le Délégataire et ces sociétés en matière :
  - de contrôle de la qualité des travaux ou des prestations effectuées ;
  - d'établissement des attachements des travaux ou des prestations effectuées ;
  - de vérification de la concordance des montants facturés et ceux arrêtés dans les marchés et commandes, passés ;
  - de l'assurance que le titulaire du marché reste toujours moins disant après la réalisation dudit marché ;
  - d'appréciation de ces mêmes montants au regard des livrables produits, des résultats attendus et de ceux obtenus.

## **2-3 - Appréciation des niveaux des prix des acquisitions et des achats effectués par le Délégataire**

Dans le cadre de cette partie, l'Auditeur est invité à :

- Élaborer une base de données de coûts, à partir des marchés passés par le Délégataire concernant les acquisitions et prestations qui sont jugées les plus prépondérantes et les plus significatives à la fois pour les projets d'investissement que de fonctionnement du Délégataire et qui peuvent avoir un réel impact sur l'équilibre du Contrat ;
- Procéder à l'analyse comparative des prix de cette base de données aux prix couramment rencontrés dans la profession (à l'échelle locale ou nationale), notamment chez d'autres distributeurs (Délégataires, Régies, ONEE, etc.) ;
- Identifier les prestations et acquisitions qui présentent des coûts jugés élevés et formuler (selon l'appréciation de l'Auditeur) les raisons ou les causes qui ont contribué aux éventuels surcoûts.

## **2-4 - Analyse des procédures et marchés/prix servant à l'établissement du bordereau des prix objet de l'annexe 15**



Faisant référence aux dispositions de l'annexe 15 qui stipule que le bordereau des prix unitaires résulte :

- Des prix unitaires des marchés des travaux et des études passées par le Déléataire conformément au règlement des marchés (Annexe 13) ;
- Des prix moyens pondérés des différentes fournitures acquises par le Déléataire conformément au règlement des marchés (Annexe 13).

A cet effet, l'auditeur doit procéder, à titre indicatif et non limitatif, aux vérifications suivantes :

- Analyse de la procédure d'achat et détection des sources aboutissant à des prix hétérogènes pour les mêmes articles au niveau du stock et des prestations,
- Pour les prix du stock : vérification de la conformité des prix considérés aux stipulations contractuelles et aux bases considérées par la Commission Technique ayant travaillé sur l'actualisation des BPU,
- Pour les prix des prestations :
  - Vérification de l'exhaustivité des marchés considérés par rapport aux stipulations contractuelles, tout en confrontant ladite vérification aux travaux de la commission,
  - Vérification du calcul de l'ensemble du BPU,
  - Analyse des écarts flagrants de +ou- 25% entre les prix de l'annexe 15 de N et N-1,
  - ...

## **2-5 - Évaluation et chiffrage des impacts économiques et financiers dus au non-respect éventuel des termes du contrat et aux éventuels surenchérissements des coûts**

Sur la base des éventuelles irrégularités observées à la fois au niveau des procédures et au niveau de la maîtrise des prix inhérents aux marchés et commandes passés par le Déléataire, qu'il s'agira de sociétés tierces ou de sociétés apparentées, l'Auditeur effectuera les tâches suivantes :

- Évaluer en fonction du degré des éventuelles insuffisances ou non observation des règles contractuelles, l'ensemble des impacts économiques et financiers qui en découlent. Il en sera de même pour les surenchérissements éventuellement observés au niveau des coûts ;
- Procéder au chiffrage de ces impacts économiques et financiers en distinguant le cas particulier des marchés et commandes passés avec les sociétés apparentées ;
- Proposer des recommandations afin de pallier les faiblesses procédurales et les causes ayant entraîné les éventuels surcoûts.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission C.1, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission C.1 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Passation des marchés et commandes** ».

### **Sous mission : C.2**

## **Audit de l'état de conservation du patrimoine de la gestion déléguée**

### **1 – Rappel des termes du Contrat**

Le patrimoine de la gestion déléguée constitué par les Biens de retour, est régi par le contrat de gestion déléguée (avenant 4) à travers notamment les articles suivants :

- Article 8 : les biens des services délégués
- Article 9 : Biens de retour.
- Article 10 : Régime des Biens de retour
- Article 11 : Renouvellement des Biens de retour.
- Article 12 : Inventaire des Biens de retour.
- Article 16 : Mise à disposition des biens au début de la gestion déléguée
- Annexe 9 : Biens des services délégués.
- Annexe 11 : Modèles de documents et communication des informations.

### **2 –Intervention de l’Auditeur**

- Dans sa démarche et dans ses investigations, l'Auditeur doit travailler sur la base des dispositions contractuelles, des normes marocaines en matière d'exploitation des services de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement et des normes professionnelles reconnues au plan international.
- L'Auditeur procédera d'abord à une étude documentaire par la consultation sur pièces et sur place des documents, une prise de connaissance des systèmes informatiques de la REDAL et des investigations auprès des services concernés du Délégataire.
- L'Auditeur procédera ensuite à des visites des installations de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement et des entretiens avec le personnel d'exploitation pour s'assurer de l'état des biens de retours.
- L'auditeur inclura dans son rapport, toutes les photos montrant les éventuelles défaillances d'entretien des ouvrages qu'il aura visités.

Les biens de retours objet du présent audit sont constitués par :

- Les biens mis à la disposition du Délégataire au début de la gestion déléguée ;
- Les biens de retour (immobilisations) réalisés dans le cadre du contrat de gestion déléguée en financement : Délégataire ;
- Les biens de retour (immobilisations) réalisés dans le cadre du contrat de gestion déléguée en financement : Fonds de travaux ;
- Les biens de retour (immobilisations) réalisés dans le cadre du contrat de gestion déléguée au titre des travaux remboursables ;
- le cas échéant, les biens incorporés au domaine public et mis à la disposition du Délégataire par l'Autorité Délégante, postérieurement à la date d'entrée en vigueur du Contrat Initial.

Pour les trois services délégués, l'Auditeur procédera à l'examen et à l'analyse des engagements suivants du Délégataire :

\*\*\*\*\*

1. Mise en place d'une bonne organisation (comprenant les moyens et surtout les procédures) pour l'optimisation de l'exploitation et la gestion des trois services délégués, ainsi que l'entretien des biens de retour ;
2. Mise à jour permanente des inventaires des biens de retours par le Déléataire et établissement d'inventaires annuels à soumettre à l'approbation de l'Autorité Délégante et qui doivent être établis selon les renseignements stipulés par le contrat. Cet inventaire doit comprendre pour chaque bien les données suivantes : désignation, localisation géographique, renouvelabilité, date d'acquisition, coût d'acquisition, état technique, vétusté, valeur nette comptable, valeur de remplacement...
3. Établissement et mise à jour de la cartographie et des plans des réseaux et des installations moyennant un Système d'Information Géographique (SIG).
4. Mise en place d'outils informatiques permettant une mise à jour régulière de l'inventaire et des interfaces avec le SIG et le système de gestion financière ;
5. Mise en place de procédures permettant de décider du sort des biens de retour renouvelables qui ne l'ont pas été aux dates prévues, au niveau du fichier des immobilisations. Lors de l'exercice budgétaire annuel, ladite décision, d'un commun accord, peut être soit le déclassement, soit la réalisation des travaux de réhabilitation et de mise à niveau, soit le maintien au service au-delà de la durée de vie technique.
6. Traitement comptable et financier des biens de retour ;
7. Tenue du fichier des immobilisations comprenant les inventaires physiques des immobilisations, le suivi physique des immobilisations et l'évaluation de ces immobilisations. Ce fichier devant être tenu à la disposition permanente de l'Autorité Délégante sur support informatique ;
8. Engagements en matière de travaux d'entretien et de réparations nécessaires au maintien en bon état des réseaux, des installations et des ouvrages existants ;
9. Engagements en matière de renouvellement des réseaux et des ouvrages en amont ou en aval ;
10. Engagements contractuels en matière d'évolution de la consistance des réseaux et des installations à travers un certain nombre de ratios de performance devant renseigner sur cette évolution (taux de desserte, nombre de compteurs et des branchements, extensions des réseaux de desserte et d'ossature...) ;
11. Engagements en termes d'assurances de tous les risques prévus par le contrat de gestion déléguée (article 22) ;

A ces engagements, il faut ajouter deux autres thèmes à traiter par l'Auditeur :

12. Mouvement des équipements :

Le Déléataire procède régulièrement à des mouvements des équipements qu'il récupère notamment des réseaux électriques mis en place ou des équipements fournis par les promoteurs dans le cadre d'équipement de leurs lotissements.

\*\*\*\*\*

Ces équipements qui constituent des immobilisations, sont récupérés par REDAL afin d'éviter des vols ou des détériorations et sont en principe stockés en dehors des stocks magasin réguliers.

Selon la REDAL, ces équipements sont remis par la suite dans le réseau une fois que les lotissements sont occupés et que les installations pourraient être mises sous tension.

L'auditeur est appelé à analyser tous les mouvements effectués par le Délégué (déclassement, mise hors service, dépose du matériel...) afin de déduire tout manque à gagner pour l'Autorité Déléguée.

### 13. Matériel hors usage (HU):

Il s'agit de biens de retour qui doivent être traités selon les règles et les procédures qui sont appliquées aux biens de retour, notamment en ce qui concerne :

- L'inventaire de ces équipements en quantité physique et en valeurs;
- Les procédures de récupération des biens de retour hors usage ;
- Les procédures de vente de matériel récupéré ou éventuelle utilisation dudit matériel par REDAL ;
- De versement des produits de vente du matériel HU au compte Fonds de Travaux.

Une attention particulière doit être accordée à cette rubrique pour identifier les éventuels manques à gagner du compte Fonds de travaux.

Pour chacun de ces 13 thèmes évoqués ci-dessus et qui constituent des engagements du Délégué, l'Auditeur traitera les aspects suivants :

- L'Auditeur doit d'abord, décrire les procédures et les règles appliquées par le Délégué.
- L'Auditeur doit ensuite, procéder à l'examen et à l'analyse de ces procédures en vue de :
  - S'assurer de la conformité de ces règles et procédures aux termes du contrat de gestion déléguée, et le cas échéant, le respect des règles et normes universelles pratiquées dans ces domaines.
  - Relever les éventuels écarts et/ou manquements aux dispositions du contrat de gestion déléguée. L'Auditeur doit par la suite, relever les éventuelles anomalies ou risques encourus - à moyen ou long termes - par les procédures ou les pratiques mises en place par le Délégué sur la qualité et sur les performances des réseaux et des installations.
- Au vu de ces éléments, l'Auditeur doit pouvoir se prononcer sur le degré de respect par le Délégué de ses engagements contractuels concernant le traitement des biens de retour et la conservation du Patrimoine.

- L'Auditeur doit enfin, proposer à l'Autorité Délégante les améliorations à apporter aux termes du contrat et de ses annexes lors de la révision triennale en vue d'éviter les risques de dégradation du patrimoine de l'Autorité Délégante.

Avant d'émettre la version provisoire de la sous mission C.2, l'Auditeur communiquera les conclusions provisoires au Déléataire pour réponse dans un délai de 15 jours calendaires.

La sous-mission C.2 sera sanctionnée, ensuite, par la remise, à l'Autorité Délégante, **d'un rapport en version provisoire tenant compte des éventuelles réponses du Déléataire**, et d'un rapport en version définitive, intitulés « **Audit de l'état de conservation du patrimoine de la gestion déléguée** ».

## ARTICLE 34 - PRÉSENTATION ET VALIDATION DES RAPPORTS

A l'issue de chaque sous mission, l'Auditeur présentera à l'Autorité Délégante un rapport détaillé en version provisoire, dans le respect des exigences précisées dans l'article 33 ci-dessus, et qui comportera un résumé, un sommaire, une note descriptive et justificative, détaillée et le cas échéant des annexes.

Le rapport contiendra les données et informations qui seront présentées de manière soignée et de sorte à faciliter la compréhension de son contenu en y incluant des éléments textuels, graphiques et autres.

Le sommaire doit être rédigé de façon à ressortir en premier lieu les aspects les plus pertinents notamment ceux qui se rattachent à l'équilibre du Contrat. A ce propos, l'Auditeur accordera tout l'intérêt nécessaire afin que ces thèmes soient présentés d'une manière synthétisée et hiérarchisée.

A compter de la réception du rapport, l'Autorité Délégante communiquera, dans un délai ne dépassant pas 15 jours, ses éventuelles observations à l'Auditeur qui sera tenu de les prendre en considération dans son rapport définitif qu'il déposera dans un délai maximum de **1 mois** après la réception des observations de l'Autorité Délégante.

Un rapport global résumant l'ensemble des résultats des différentes missions et sous missions, sera établi en langues arabe et française et sera structuré de la façon suivante :

- Synthèse des travaux objet des différentes missions et sous missions élaborées par l'Auditeur, tout en mettant l'accent sur les aspects les plus pertinents du Contrat de Gestion Déléguée ;
- Opinion de l'Auditeur sur l'exécution du Contrat ;
- Principaux commentaires explicatifs sur l'équilibre financier du Contrat et sur les comptes du Déléataire;
- Évolution générale de la Gestion Déléguée durant les années considérées.

Les rapports doivent être établis en 10 exemplaires dans leur forme provisoire, en 10 exemplaires dans leur forme définitive et en 10 exemplaires pour le rapport global.

L'ensemble des rapports susmentionnés, des documents, fichiers et programmes informatiques, doivent être remis sur support informatique de type CD en deux copies et sous fichiers de formats exploitables.

L'Auditeur remettra à l'Autorité Délégente, si elle en exprime la demande durant la période de garde réglementaire, une copie de l'ensemble des documents qu'il aurait recueillis auprès de REDAL pour la réalisation de sa mission d'audit.

## **ARTICLE 35- RÉUNIONS AVEC L'AUTORITE DELEGANTE**

Pour mener à bien l'exécution des missions confiées à l'Auditeur, des réunions et des présentations seront prévues, pour chaque étude, de la manière suivante :

- Une réunion hebdomadaire avec les membres du SPC.
- Des séances de présentation, à l'achèvement des rapports provisoires et définitifs aux membres de l'Autorité Délégente.
- Présentation du rapport de synthèse, aux membres de l'Autorité Délégente.

## **ARTICLE 36 - TRAVAUX PRÉALABLES DE L'AUDITEUR**

Avant de procéder à l'examen et à l'analyse des documents techniques, des comptes et des situations comptables et financières etc., l'Auditeur doit démarrer par une phase comprenant un certain nombre de tâches préparatoires et habituelles des travaux d'audit. Entre autres :

- Réunion de travail avec les représentants de l'Autorité Délégente/Service Permanent de contrôle, et définition des rôles de chacune des parties.
- Validation auprès du Service Permanent de Contrôle de la méthodologie, du planning de travail, et de la constitution et de l'organisation de l'équipe d'Audit.
- Etablissement de la liste des principales sources d'information et des personnes responsables appelées à intervenir dans le cadre de l'Audit : Auditeur et Service Permanent de Contrôle.
- Etablissement d'un planning des entrevues préliminaires entre les représentants de l'Auditeur, de l'Autorité Délégente, du Service Permanent de Contrôle et de REDAL.
- Rencontre avec les principaux intervenants identifiés, et programmation des réunions de travail avec l'équipe dirigeante de la REDAL.
- Collecte des documents de base et documents techniques rappelés ci-dessus, ainsi que les données et informations sur l'exercice concerné par l'Audit
- Prise de connaissance de l'environnement du Déléguataire, de son évolution récente et des principaux changements intervenus dernièrement notamment au niveau :
  - ✓ organisationnel (REDAL et ses relations avec Veolia Environnement et ses sociétés apparentées)
  - ✓ de ses relations avec l'Autorité Délégente et le Service Permanent de Contrôle.
  - ✓ de l'environnement dans lequel opère la REDAL;
  - ✓ des moyens humains, matériels et techniques mis en œuvre.

- Etude documentaire, prise de connaissance des systèmes informatiques de la REDAL et investigation, consultation et vérification sur pièces et sur place des documents, données et pièces au sein des services du Déléguataire.
- Visite en cas de besoin, des installations de distribution d'eau, d'électricité, et d'assainissement et entretiens avec le personnel d'exploitation.

## **ARTICLE 37 - MÉTHODOLOGIE DE L'AUDITEUR**

Les termes de référence, prévus par le présent Marché, demeurent la référence de base pour la réalisation des différentes missions.

La méthodologie proposée par L'Auditeur est censée préciser et détailler les actions que compte entreprendre celui-ci pour répondre aux spécifications des termes de référence.

Dans le cas où il y aurait éventuellement des divergences entre les termes de référence et la méthodologie proposée par l'Auditeur, ce dernier doit se conformer aux termes de référence qui priment sur la méthodologie.

Les documents suivant, présentés par l'auditeur dans son offre, seront annexés au marché et viennent compléter les termes de référence du présent marché, il s'agit notamment :

- De la méthodologie de l'Auditeur
- De la composition de l'équipe d'Audit
- Du chronogramme d'intervention du personnel d'Audit
- Du planning prévisionnel de l'Audit

## CHAPITRE V - SPÉCIFICATIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

### ARTICLE 38 - MODE DE RÉMUNÉRATION

L'Auditeur sera rémunéré de ses prestations par l'application des prix forfaitaires par mission et sous mission figurant au bordereau des prix (Article 44 du présent marché). Les exemplaires supplémentaires éventuellement remis à la demande de l'Autorité Délégante, font l'objet d'un prix qui rémunère l'unité de rapport fourni en sus des exemplaires contractuels.

### ARTICLE 39- CARACTERES GENERAUX ET FORFAITAIRES DES PRIX

Tous les prix doivent être considérés comme fermes et non révisables et tenir compte des salaires et charges sociales du personnel du titulaire, des frais généraux, des faux frais et bénéfices ainsi que de toutes sujétions, impôts et taxes en vigueur dont notamment la taxe sur la valeur ajoutée.

### ARTICLE 40 - MODALITÉS DE PAIEMENT

#### 40.1. Modalités de paiement :

Les paiements se feront en Dirhams marocains sur présentation des factures établies par l'Auditeur en quatre (4) exemplaires, une fois que toutes les clauses du Marché seront satisfaites, y compris le respect des dispositions des articles 23 et 37 ci-dessus, et après livraison de la documentation exigée par les termes de référence pour chaque mission et/ou sous mission.

#### 40.2. Échéancier de règlement des prestations :

Le règlement des prestations se feront dans un délai de 60 jours après présentation de factures établies par le Cabinet, en quatre (4) exemplaires, conformément aux modalités suivantes :

- 50% du montant de chaque mission ou sous mission après examen et approbation des rapports provisoires.
- 30% du montant de chaque mission ou sous mission après approbation des rapports définitifs.
- 20% du montant global du Marché à la réception du rapport global en français et en arabe.

### Article 41- RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie n'est pas prévue pour ce marché.



## ARTICLE 42 - DOMICILIATION DES PAIEMENTS

Sur instruction de l'Autorité Délégante, REDAL se libérera des sommes dues par l'Autorité Délégante, au titre du présent marché, en donnant crédit au compte bancaire ouvert au nom du titulaire du marché.

## ARTICLE 43 - NANTISSEMENT

Si l'Auditeur remplit les conditions requises, il pourra bénéficier du régime institué par le Dahir du 23 Chaoual 1367 (28 Août 1948) relatif au nantissement des marchés, tel qu'il a été modifié et complété.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du Marché, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues en exécution du marché sera opérée par les soins du Président de l'Autorité Délégante.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissemements ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'Article 7 du Dahir du 28 Août 1948 précité, est le Président de l'Autorité Délégante.

Les paiements prévus au Marché seront effectués sur ordre du Président de l'Autorité Délégante, seul qualifié pour recevoir les significations des créances de l'Auditeur.

\*\*\*\*\*

## ARTICLE 44 - BORDEREAU DES PRIX PAR MISSION ET PAR SOUS-MISSION

### Bordereau du prix global

Mission	N° des Prix	Intitulé	montant HT
<b>Partie I</b>			
<b>Mission A</b>	1.1	Sous mission A1	
	1.2	Sous mission A2	
	<b>1</b>	<b>Total Mission A</b>	
<b>Mission B</b>	2.1	Sous mission B1	
	2.2	Sous mission B2	
	2.3	Sous mission B3	
	2.4	Sous mission B4	
	<b>2</b>	<b>Total Mission B</b>	
<b>Partie II</b>			
<b>Mission A</b>	3.1	Sous mission A1	
	3.2	Sous mission A2	
	3.3	Sous mission A3	
	<b>3</b>	<b>Total Mission A</b>	
<b>Mission B</b>	4.1	Sous mission B1	
	4.2	Sous mission B2	
	4.3	Sous mission B3	
	<b>4</b>	<b>Total mission B</b>	
<b>Mission C</b>	5.1	Sous mission C1	
	5.2	Sous mission C2	
	<b>5</b>	<b>Total mission C</b>	
<b>TOTAL EN DH HTVA</b>			
<b>TVA 20%</b>			
<b>TOTAL GENERAL EN DH TTC</b>			

AO N° 01/SPCR/2023  
AUDIT DE LA GESTION DELEGUEE 2020-2021-2022

\*\*\*\*\*

**Sous détail des prix :**

SOUS DETAIL DES PRIX	Unité	Quantité	Prix unitaire (en DH HT)	Total (en DH HT)
<b>Partie I</b>				
<u><b>Mission A</b></u>				
Profil 1	jour			
Profil 2	jour			
Profil ...	jour			
Frais édition / déplacements et autres	Unité			
<b>TOTAL MISSION A</b>				
<u><b>Mission B</b></u>				
Profil 1	jour			
Profil 2	jour			
Profil ...	jour			
Frais édition / déplacements et autres	Unité			
<b>TOTAL MISSION</b>				
<b>Total Partie I</b>				
<b>Partie II</b>				
<u><b>Mission A</b></u>				
Profil 1	jour			
Profil 2	jour			
Profil ...	jour			
Frais édition / déplacements et autres	Unité			
<b>TOTAL MISSION A</b>				
<u><b>Mission B</b></u>				
Profil 1	jour			
Profil 2	jour			
Profil ...	jour			
Frais édition / déplacements et autres	Unité			
<b>TOTAL MISSION B</b>				
<u><b>Mission C</b></u>				
Profil 1	jour			
Profil 2	jour			
Profil ...	jour			
Frais édition / déplacements et autres	Unité			
<b>TOTAL MISSION C</b>				
<b>Total Partie II</b>				
<b>TOTAL GENERAL EN DH HT</b>				
<b>TOTAL 20%</b>				
<b>TOTAL GENERAL EN DH TTC</b>				

**ARTICLE 45 - MONTANT DU MARCHE**

Le montant total forfaitaire du présent marché tel qu'il résulte de l'acte d'engagement, du bordereau du prix global et du sous détail des prix, est arrêté à la somme forfaitaire de....